

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

IP/Q/OMN/1  
IP/Q2/OMN/1  
IP/Q3/OMN/1  
IP/Q4/OMN/1  
24 mars 2003  
(03-1675)

**Conseil des aspects des droits de propriété  
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: anglais

## EXAMEN DE LA LÉGISLATION

OMAN<sup>1</sup>

Le présent document contient la déclaration liminaire faite par la délégation de l'Oman, les questions y afférentes et les réponses données dans le cadre de l'examen de la législation réalisé lors de la réunion du Conseil qui s'est tenue du 18 au 22 juin 2001.<sup>2</sup>

### I. DÉCLARATION LIMINAIRE

Ma délégation est heureuse de participer à cette réunion du Conseil des ADPIC consacrée à l'examen de la législation du Sultanat d'Oman destinée à mettre en œuvre l'Accord sur les ADPIC.

Au cours du processus d'accession à l'OMC, l'Oman a tout particulièrement veillé à ce que ses lois et règlements relatifs aux droits de propriété intellectuelle soient pleinement conformes aux prescriptions de l'Accord sur les ADPIC. Nous avons déjà des lois sur les marques et le droit d'auteur. Toutefois, afin d'assurer une totale conformité avec les dispositions pertinentes de l'Accord sur les ADPIC, au lieu d'opter pour la modification des lois existantes, nous avons choisi d'élaborer des lois entièrement nouvelles sur les marques et le droit d'auteur. Le Sultanat d'Oman ne disposait pas de lois dans les autres domaines de la propriété intellectuelle. Nous avons par conséquent rédigé de nouvelles lois dans tous les domaines pertinents. Nous avons sollicité l'assistance technique de l'OMPI pour que nos lois soient conformes aux dispositions de l'Accord sur les ADPIC. Nous avons le plaisir de vous annoncer que l'OMPI nous a bien volontiers fourni une assistance technique fort précieuse pour la rédaction de nos projets de lois sur les droits de propriété intellectuelle. Les projets de lois ont été soumis au Groupe de travail de l'accession de l'Oman à l'OMC dont les commentaires ont été pris en compte lors de l'élaboration de la version finale de nos lois. Nous travaillons par ailleurs actuellement, en collaboration avec l'OMPI, à la publication des règlements appropriés en vue de la mise en application effective des lois mentionnées.

---

<sup>1</sup> Pour les lois et réglementations notifiées par l'Oman au titre de l'article 63:2 de l'Accord, se référer aux documents IP/N/1/OMN/1, IP/N/1/OMN/C/1, IP/N/1/OMN/D/1, IP/N/1/OMN/G/1, IP/N/1/OMN/I/1, IP/N/1/OMN/L/1 et IP/N/1/OMN/P/1 et 2.

<sup>2</sup> Le compte rendu de cette réunion constitue le document IP/C/M/32.

Le Sultanat d'Oman a promulgué les lois suivantes sur les droits de propriété intellectuelle qui sont présentées au Conseil pour le présent examen:

- Loi sur le droit d'auteur et les droits connexes
- Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, les secrets commerciaux et la protection contre la concurrence déloyale
- Loi pour la protection des indications géographiques
- Loi sur les dessins et modèles industriels et les brevets
- Loi pour la protection des variétés végétales
- Loi pour la protection des circuits intégrés et des dessins et modèles topographiques.

Une loi complète sur les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle est en cours de publication. Toutefois, en attendant la publication de ladite loi, le Sultanat d'Oman prend des mesures énergiques pour assurer le respect de ces droits.

Le Sultanat d'Oman a satisfait aux prescriptions de notification en soumettant ses notifications au titre des articles 63:2, 69, 70:8 et 70:9 de l'Accord sur les ADPIC. Ces notifications ont été distribuées aux Membres de l'OMC et le Conseil devrait pouvoir en disposer.

## **II. RÉPONSES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE CANADA**

### **1. Prière d'indiquer comment les obligations relatives aux moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle (articles 41 à 61 de l'Accord sur les ADPIC et en général) ont été exécutées.**

Les lois relatives à la propriété intellectuelle sont nombreuses. Certaines, comme la législation douanière, seront promulguées prochainement et il peut être remédié à tout défaut ou ambiguïté dans les réglementations d'application qui sont en cours d'élaboration. En outre, un projet de loi unifiée sur les moyens de faire respecter les droits est en cours.

### **2. Quelle est la protection que votre législation sur le droit d'auteur confère aux "œuvres étrangères"?**

La Loi sur la protection du droit d'auteur et des droits connexes s'applique aux œuvres artistiques et scientifiques des Omanais et des étrangers qui ont été publiées, exécutées, interprétées, transmises ou fixées pour la première fois dans le Sultanat d'Oman ou à l'étranger. (Article 24 relatif à la réciprocité)

## **III. RÉPONSES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES ET LEURS ÉTATS MEMBRES**

### **A. DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **1. Pourriez-vous préciser si votre législation prévoit les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et la nutrition et pour promouvoir l'intérêt public dans des secteurs d'une importance vitale pour votre développement socio-économique et technologique, mentionnées à**

**l'article 8 de l'Accord sur les ADPIC? Dans l'affirmative, veuillez expliquer de quelle manière ces mesures sont compatibles avec les dispositions dudit accord**

Il existe des textes législatifs relatifs à la protection de la santé publique. Le Ministère de la santé prépare actuellement un projet de loi sur la protection de la santé publique.

Il existe également différents règlements interdisant l'importation de marchandises et de produits non conformes aux normes omanaises.

**B. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES**

**2. Pourriez-vous indiquer comment votre législation assure la protection des droits d'auteur exclusifs pour ce qui est des œuvres littéraires et artistiques, ainsi qu'il est spécifié à l'article 9 de l'Accord sur les ADPIC, article en vertu duquel les Membres sont tenus de se conformer aux articles 1<sup>er</sup> à 21 de la Convention de Berne (1971) et à l'annexe de ladite convention?**

L'article 14 de la Loi sur le droit d'auteur et les droits connexes prévoit ce qui suit:

"À la requête de l'auteur, du titulaire des droits d'auteur ou de leurs ayants cause, le tribunal compétent peut décider d'ordonner l'adoption des mesures conservatoires suivantes:

1. mettre fin à l'atteinte portée à l'un quelconque des droits protégés en vertu de la présente loi;
2. saisir les copies de l'œuvre portant atteinte au droit et le matériel utilisé pour produire lesdites copies;
3. prouver l'existence d'une interprétation publique en cas d'exécution, de représentation ou de récitation publique d'une œuvre et suspendre ou empêcher la tenue du spectacle;
4. nommer un administrateur judiciaire responsable de l'œuvre en litige et de la réédition, présentation, fabrication ou reproduction de l'œuvre; le produit en découlant doit être versé à la trésorerie du tribunal. Cette administration cesse d'exister par accord entre les parties concernées ou sur décision judiciaire;
5. nommer un expert afin d'évaluer, si nécessaire, le produit de ladite publication ou présentation et, dans tous les cas, saisir les recettes."

Pour ce qui est des droits d'auteur, l'article 5 stipule ceci:

"Parmi les droits d'auteur figurent:

1. Les droits moraux:
  - a) de revendiquer la paternité de l'œuvre ou de la publier sous un pseudonyme ou de manière anonyme;
  - b) de faire opposition à tout changement, suppression, apport ou toute autre modification de l'œuvre sans le consentement de l'auteur.

Les droits visés aux points précédents sont incessibles, non susceptibles de renonciation et imprescriptibles.

2. Les droits patrimoniaux:

- a) reproduction de l'œuvre par tout procédé;
- b) traduction dans toute autre langue, résumé, adaptation ou toute autre transformation de l'œuvre;
- c) interprétation publique ou communication au public de l'œuvre par tout moyen;
- d) toute exploitation commerciale de l'œuvre, y compris la location de l'original ou de copies de l'œuvre."

L'article 10 dispose ce qui suit:

"L'auteur ou le titulaire des droits d'auteur peut céder les droits patrimoniaux de l'œuvre, en totalité ou en partie, gratuitement ou moyennant une compensation. Cet acte doit être établi par un contrat écrit spécifiant de manière explicite et détaillée chaque droit concerné, en indiquant la portée, le but, la durée et le lieu d'exploitation et, s'il y a lieu, la compensation."

L'article 11 précise ceci:

"À moins d'être légués d'une autre manière, les droits individuels ou collectifs des auteurs sont transmis, après le décès de ces derniers, à leurs héritiers légitimes."

**3. Pourriez-vous décrire la protection accordée aux auteurs de programmes d'ordinateur, de bases de données ou de compilations de données?**

Veuillez vous référer aux articles mentionnés dans la réponse à la question précédente car ils s'appliquent également aux auteurs de programmes d'ordinateur.

**4. Pourriez-vous indiquer si votre législation prévoit un droit de location et, dans l'affirmative, préciser les œuvres auxquelles il s'applique?**

L'article premier de la Loi sur la protection du droit d'auteur et des droits connexes, dans la définition de "publication", prévoit la production de copies d'une œuvre ou d'un enregistrement sonore d'une qualité capable de satisfaire de manière raisonnable les besoins du public par la vente, la location ou tout autre transfert de propriété, possession d'une œuvre, enregistrement sonore ou droit d'utiliser lesdits œuvre et enregistrement sonore. On entend également par "publication" la production d'une copie d'une œuvre ou d'un enregistrement sonore mis à la disposition du public par tout moyen électronique. On entend par "copie de l'œuvre" toute œuvre originale de nature artistique, littéraire ou scientifique.

**5. Pourriez-vous décrire les droits dont les artistes interprètes ou exécutants, les producteurs de phonogrammes (enregistrements sonores) et les organismes de radiodiffusion bénéficient en vertu de votre législation?**

L'article 16 de la Loi sur le droit d'auteur prévoit ce qui suit:

"Les artistes interprètes ou exécutants jouissent des droits suivants:

1. Droits moraux:
  - a) être reconnus en tant que tels pour leurs interprétations ou exécutions;
  - b) s'opposer à toute déformation, mutilation ou toute autre modification de leurs interprétations ou exécutions.
2. Droits patrimoniaux:
  - a) radiodiffusion ou communication au public de leur interprétation ou exécution non fixée;
  - b) fixation ou enregistrement de leur interprétation ou exécution non fixée;
  - c) reproduction d'enregistrements sonores contenant une fixation non autorisée de leur interprétation ou exécution;
  - d) location d'enregistrements sonores contenant leurs interprétations ou exécutions."

L'article 18 dispose ce qui suit:

"Les producteurs d'enregistrements sonores jouissent des droits suivants:

1. reproduction directe ou indirecte de leurs enregistrements;
2. location de leurs enregistrements."

L'article 20 dispose ce qui suit:

"Les organismes de radiodiffusion jouissent, à l'égard de leurs émissions, des droits suivants:

1. fixation ou enregistrement de leurs émissions de radiodiffusion et reproduction desdits enregistrements;
2. rediffusion d'émissions par le moyen des ondes radioélectriques et communication au public de ces émissions."

**6. Pourriez-vous indiquer si votre législation prévoit des limitations ou exceptions pour chacun des droits spécifiés plus haut conformément aux dispositions pertinentes des Conventions de Berne et de Rome et compte tenu des articles 13 et 14:6 de l'Accord sur les ADPIC?**

L'article 13 de l'Accord sur les ADPIC donne aux membres le droit de restreindre les limitations ou exceptions aux droits exclusifs à certains cas spéciaux qui ne portent pas atteinte à l'exploitation normale de l'œuvre ni ne causent un préjudice injustifié aux intérêts légitimes du détenteur du droit.

L'article 6 de la Loi sur le droit d'auteur prévoit ce qui suit:

"Sont licites, même sans le consentement de l'auteur mais sous réserve que la source et le nom de l'auteur soient clairement indiqués, les utilisations suivantes d'œuvres:

1. citation d'un paragraphe de l'œuvre dans une autre œuvre à des fins d'éclaircissement, d'explication ou de critique, pour autant que ces citations soient conformes à la pratique courante et justifiées par le but à atteindre;
2. exploitation de l'œuvre à des fins d'enseignement, pour illustration, dans des publications, des émissions de radio ou de télévision, des œuvres cinématographiques, et à des fins d'enseignement ou d'éducation, dans les limites requises par le but à atteindre."

**7. Pourriez-vous préciser la durée de la protection offerte pour chacun des droits mentionnés plus haut et l'œuvre ou l'objet auquel elle s'applique?**

L'article 7 dispose ce qui suit:

"Les droits patrimoniaux de l'auteur durent pendant toute la vie de l'auteur et les 50 années suivantes, et ce à compter du début de l'année suivant celle de son décès.

En cas d'œuvre collective, la durée de la protection est de 50 années à compter de la première année suivant celle du décès du dernier auteur survivant."

L'article 8 dispose ce qui suit:

"La durée de protection des droits patrimoniaux de l'auteur, à l'égard des œuvres suivantes, est de 50 années à compter de la date à laquelle ces œuvres ont été publiées pour la première fois:

- a) œuvres cinématographiques, photographiques et d'arts appliqués;
- b) œuvres publiées sous un pseudonyme ou anonymement, à moins que l'identité de l'auteur soit révélée pendant cette période;
- c) œuvres publiées pour la première fois à titre posthume."

L'article 9 dispose ce qui suit:

"Si une œuvre est composée de plusieurs parties publiées séparément et par intervalles, chaque partie est considérée comme une œuvre indépendante pour la détermination de la durée de la protection."

L'article 19 dispose ce qui suit:

"La durée de protection des droits des artistes interprètes ou exécutants et des producteurs d'enregistrements sonores est de 50 années à compter du début de la première année suivant la date de début d'enregistrement, de la fixation ou de l'interprétation ou exécution, selon le cas."

L'article 21 dispose ce qui suit:

"La durée de protection des droits des organismes de radiodiffusion est de 20 années à compter du début de la première année suivant celle de l'enregistrement ou de la fixation."

**8. Pourriez-vous indiquer de quelle manière votre législation accorde la protection rétroactive prévue conformément à l'article 18 de la Convention de Berne (cette obligation découle de l'article 9 de l'Accord sur les ADPIC) et à l'article 14:6 de l'Accord sur les ADPIC?**

L'article 24 b) de la Loi sur le droit d'auteur prévoit que les dispositions de la présente loi s'appliquent aux:

"œuvres, interprétations ou exécutions, enregistrements sonores et droits connexes existants au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi. Pour la détermination de la durée de protection desdites œuvres, il est tenu compte de la période écoulée à partir de la date de l'événement spécifique à compter duquel la protection a débuté jusqu'à la date d'entrée en application de la présente loi".

**C. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE**

**9. Pourriez-vous donner la définition d'un signe selon votre législation nationale et expliquer dans quelles conditions il peut faire l'objet d'une protection?**

L'article premier de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, les descriptions, les secrets et la protection contre la concurrence déloyale stipule ceci:

"On entend par marque de fabrique ou de commerce toute forme visible propre à être distinguée et constituée de mots, signatures, noms de personnes, lettres, nombres, logos, symboles, adresses, sceaux, gravures, combinaisons de couleurs, éléments figuratifs ou tout autre signe ou combinaison de tels éléments, si elle est utilisée ou si son usage est prévu pour distinguer les marchandises, produits ou services de ceux du titulaire de la marque en raison de leur fabrication, choix, vente ou offre à la vente."

**10. Pourriez-vous spécifier si les services peuvent ou non faire l'objet d'une protection dans le cadre de votre législation sur les marques de fabrique ou de commerce? Pourriez-vous préciser si un signe tel que le nom commercial peut faire l'objet d'une protection. Indiquer si des éléments tels que les sons, les parfums et les contenants peuvent aussi en bénéficier?**

Les services, produits et marchandises ainsi que les noms commerciaux bénéficient de la protection. Les marques constituées par des odeurs ou des sons n'en jouissent pas car la marque doit être visible.

**11. Pourriez-vous expliquer quelles sont les obligations d'usage prévues, le cas échéant, comme condition de l'enregistrement? À cet égard, pourriez-vous également préciser la définition de l'usage et les conditions de maintien de l'enregistrement?**

L'usage ne conditionne pas l'enregistrement d'une marque. L'article 3 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce dispose ce qui suit:

"Toute personne désirant utiliser une marque pour distinguer des marchandises qu'elle a produites ou choisies, lorsque ces marchandises sont vendues ou offertes à la vente par cette

personne ou prévues à cette fin, peut demander l'enregistrement de ladite marque conformément aux dispositions de la présente loi."

Le tribunal de commerce peut annuler l'enregistrement de la marque si cette dernière n'a pas été utilisée de manière effective pendant cinq années consécutives. (Article 18)

**12. Pourriez-vous confirmer si, en vertu de votre législation, l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce peut ou non être indéfiniment renouvelé?**

Oui, la durée de protection est de dix ans. L'article 16 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce prévoit que la durée de protection consécutive à l'enregistrement de la marque est de dix années. Le titulaire du droit peut obtenir la prorogation de cette protection par périodes d'une durée égale en présentant une demande de renouvellement au cours de la dernière année, selon les modalités et conditions prescrites dans le règlement d'application.

**13. Pourriez-vous décrire les obligations spéciales, s'il y a lieu, prévues par votre législation concernant l'usage d'une marque de fabrique ou de commerce?**

Non.

**D. INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES**

**14. Pourriez-vous expliquer si l'autorité responsable de l'enregistrement des marques de fabrique ou de commerce peut refuser une demande d'enregistrement si la marque de fabrique ou de commerce contient une indication géographique?**

La réponse est positive. L'enregistrement est rejeté si l'indication est susceptible d'induire le public ou la communauté commerciale en erreur, en particulier pour ce qui est des indications géographiques relatives aux marchandises ou services incluant une information fausse quant à l'origine, les autres qualités ou caractéristiques des produits.

**15. Pourriez-vous préciser quelle est la définition d'une indication géographique dans votre législation?**

L'article premier de la Loi sur la protection des indications géographiques précise ceci:

"Aux fins de la présente loi, on entend par indication géographique une indication définissant un produit par son origine et son environnement géographique dans un pays, une région ou une localité, y compris les facteurs humains et/ou naturels."

**16. Pourriez-vous décrire et expliquer les dispositions de votre législation établissant un lien, le cas échéant, entre les caractéristiques d'une indication et son origine géographique?**

L'article 2 prévoit ce qui suit:

"Les autorités compétentes, les personnes physiques ou tout groupement de producteurs ou de consommateurs intéressé, de tous produits naturels, agricoles, industriels ou artisanaux possédant une caractéristique distinctive ou une réputation pouvant être attribuée à leur origine géographique, et toute personne commercialisant lesdits articles, ont le droit de bénéficier d'une protection en vertu de la présente loi."



**17. Pourriez-vous indiquer comment votre législation accorde une protection additionnelle aux vins et spiritueux? Veuillez citer, le cas échéant, d'autres types de produits visés par cette protection additionnelle.**

La loi garantit une protection à toutes les indications géographiques, y compris les vins et spiritueux.

**18. Pourriez-vous expliquer comment les exceptions visées à l'article 24 de l'Accord sur les ADPIC sont utilisées dans votre juridiction? Pourriez-vous fournir des exemples d'utilisation des exceptions par les tribunaux ou des listes de noms considérées comme génériques dans votre juridiction?**

Nous ne disposons d'aucune liste type car ces lois sont nouvelles pour nous.

E. DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS

**19. Pourriez-vous indiquer si, en vertu de votre législation, la protection s'étend ou non aux dessins et modèles dictés essentiellement par des considérations techniques ou fonctionnelles? Veuillez expliquer comment les dessins et modèles de textiles sont protégés.**

Elle ne s'y étend pas car les dessins et modèles industriels doivent conférer au produit une apparence spécifique, quel que soit l'aspect fonctionnel ou technique.

L'article premier de la Loi sur la protection des dessins et modèles industriels stipule ceci:

"Aux fins de la présente loi, toute combinaison de lignes ou de couleurs ou toute forme tridimensionnelle, qu'elle soit ou non associée à des couleurs, est réputée être un dessin ou modèle industriel propre à être utilisé dans la production industrielle ou artisanale, y compris les dessins et modèles de textiles, sous réserve que cette combinaison ou forme confère un aspect spécifique au produit industriel ou artisanal."

Les dessins ou modèles de textiles ne bénéficient d'aucun traitement spécial.

**20. Pourriez-vous indiquer comment votre législation protège le titulaire d'un dessin ou modèle de l'importation d'articles portant ou comportant ce dessin ou modèle ou une copie de celui-ci?**

L'article 12 b) de la loi dispose ce qui suit:

"Est passible d'une peine d'emprisonnement de deux ans maximum et/ou d'une amende de 2 000 rials omanais maximum toute personne accomplissant l'un quelconque des actes suivants:

Vendre, offrir à la vente, importer ou détenir dans l'intention de les vendre, et ce en connaissance de cause, des produits comportant un dessin ou modèle industriel enregistré en Oman."

L'article 13 précise ceci:

"Le titulaire d'un dessin ou modèle industriel peut demander au président du tribunal compétent ou tout juge de ce tribunal nommé par le président d'ordonner l'adoption des mesures conservatoires nécessaires, telles qu'empêcher les tiers de fabriquer, vendre ou

importer à des fins commerciales des produits comportant, en totalité ou en partie, un dessin ou modèle industriel protégé, et saisir les matériaux ou instruments utilisés. La même mesure s'applique pour ce qui est des produits, marchandises, conditionnements, documents ou autres.

Une action sur le fond doit être introduite auprès du tribunal compétent dans un délai de 15 jours à compter de la date à laquelle l'ordonnance a été rendue, faute de quoi les mesures cesseront de produire leur effet."

**21. Pourriez-vous préciser si votre législation prévoit ou non le droit de délivrer une licence obligatoire pour les dessins et modèles industriels?**

Non.

**22. Pourriez-vous spécifier quelle est la durée de la protection offerte aux dessins et modèles industriels dans votre législation?**

La durée de protection est de dix années à compter du dépôt de l'enregistrement et est renouvelable par périodes d'une durée égale.

**F. BREVETS**

**23. Pourriez-vous expliquer comment votre législation définit les notions suivantes: nouveauté, inventivité et application industrielle?**

Peut être protégée par brevet toute invention, à condition qu'elle soit nouvelle, inclue un concept novateur et soit susceptible d'application industrielle, qu'elle constitue un nouveau produit industriel, une méthode ou procédé industriel utilisé ou une nouvelle application d'une méthode ou d'un procédé industriel connu.

**24. Pourriez-vous indiquer si votre législation sur les brevets, ou toute autre législation prévoit la possibilité de jouir de droits de brevet sans aucune exclusion? S'il existe des exclusions, veuillez indiquer avec précision comment elles sont appliquées d'un point de vue juridique et pratique.**

Le texte de l'article 4 de la Loi sur les brevets prévoit des exceptions:

1. les théories scientifiques, les méthodes mathématiques, les programmes d'ordinateur, les activités purement mentales et les jeux;
2. la recherche végétale ou animale, ou les méthodes biologiques d'obtention de végétaux, d'animaux ou de variétés végétales et animales. Ne sont pas concernés par cet article la microbiologie et son résultat;
3. les méthodes de traitement chirurgical ou médical du corps humain et animal et les méthodes de diagnostic de maladies touchant les hommes et les animaux.

Cependant, ces exceptions n'ont pas été appliquées car les règlements d'application n'ont pas encore été adoptés.

**25. Pourriez-vous indiquer si des inventions ne peuvent être brevetées pour des raisons d'ordre public ou de moralité. Dans l'affirmative, veuillez expliquer la partie pertinente de**

**vosre législation, ainsi que sa formulation. Précisez également si celle-ci a été appliquée dans la pratique.**

L'article 2 de la loi prévoit qu'une invention ne peut être protégée par brevet si elle porte atteinte à l'ordre public ou à la morale, si elle porte préjudice à la sécurité nationale, ou contrevient aux principes de la loi islamique.

Cet article n'a pas encore été appliqué.

**26. Pourriez-vous expliquer si les méthodes diagnostiques, thérapeutiques et chirurgicales sont exclues de la brevetabilité dans votre législation? Dans l'affirmative, veuillez expliquer la partie pertinente de votre législation, ainsi que sa formulation.**

Veuillez vous référer à la réponse à la question n° 24 (article 4 c).

**27. Pourriez-vous expliquer si les végétaux et les animaux et les procédés essentiellement biologiques sont exclus de la brevetabilité? Dans l'affirmative, veuillez expliquer la partie pertinente de votre législation, ainsi que sa formulation.**

Veuillez vous référer à la réponse à la question n° 24 (article 4 b).

**28. Pourriez-vous décrire comment les micro-organismes, les procédés non essentiellement biologiques, les procédés microbiologiques et les variétés végétales sont protégés dans votre législation? Veuillez expliquer à cet égard les parties pertinentes de votre législation.**

En vertu de l'article 4 de la Loi sur les brevets, la recherche végétale et animale ou les méthodes biologiques d'obtention de végétaux, d'animaux ou de variétés végétales et animales ne sont pas considérées comme des inventions.

**29. Pourriez-vous expliquer comment votre législation protège le titulaire d'un droit de brevet de l'importation et de l'offre à la vente d'une invention brevetée?**

L'article 9 de la loi prévoit ce qui suit:

"Le brevet confère à son titulaire le droit d'utiliser l'invention, en la fabriquant, l'utilisant, l'important, quel que soit l'objet fabriqué, et en l'offrant à la vente, que l'objet de l'invention soit un produit matériel, une opération industrielle ou un procédé de fabrication. Les tiers ne peuvent utiliser le brevet sans l'autorisation du détenteur du brevet."

**30. Pourriez-vous indiquer si votre législation prévoit une protection par brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture? Dans l'affirmative, pourriez-vous spécifier à quel texte légal il convient de se reporter?**

Ces paragraphes seront expliqués dans les règlements d'application préparés par l'OMPI.

**31. Pourriez-vous préciser si la protection d'un procédé par brevet, prévue par votre législation, vise le produit obtenu directement par ce procédé?**

Oui. (Réponse liée à la question précédente)

**32. Pourriez-vous expliquer si votre législation prévoit, le cas échéant, des conditions additionnelles autres que la divulgation suffisamment claire de l'invention stipulée à l'article 29**

**de l'Accord sur les ADPIC (par exemple la production d'une justification aux fins de l'accès à des matériels génétiques ou le consentement éclairé préalable à l'utilisation). S'il est prévu des conditions additionnelles de ce type, veuillez préciser la législation pertinente et décrire ces conditions en détail.**

Le Ministère de la santé prépare actuellement une loi sur la santé publique.

**33. Pourriez-vous indiquer si votre législation prévoit des exceptions limitées aux droits exclusifs conférés par un brevet? Dans l'affirmative, veuillez indiquer la législation pertinente.**

Non.

**34. Pourriez-vous expliquer si votre législation prévoit ou non un régime de licences obligatoire? Dans l'affirmative, veuillez préciser les conditions dans lesquelles une licence obligatoire peut être accordée. Indiquez en particulier comment, aux fins de l'autorisation de l'utilisation, sont examinées les circonstances qui lui sont propres.**

La réponse est positive. L'article 15 de la loi stipule ceci:

"Trois ans après la concession du brevet, toute partie intéressée peut demander une licence obligatoire afin d'utiliser l'invention pour l'une quelconque des raisons suivantes:

1. défaut d'usage actif et sérieux du brevet au cours des trois années suivant la date de sa concession;
2. interruption de l'utilisation par l'utilisateur du brevet de l'invention protégée par le brevet durant deux années consécutives;
3. refus du détenteur du brevet d'accorder un contrat de licence en vue de son utilisation, lorsque ce refus peut influencer sur la création ou le développement d'activités industrielles ou commerciales dans le Sultanat d'Oman."

L'article 17 dispose ce qui suit:

"Une licence obligatoire destinée à l'utilisation d'une invention ne peut être concédée que lorsque le déposant a fourni la preuve qu'il a avisé par courrier recommandé le détenteur du brevet de sa demande d'obtention d'une licence et que les parties ne sont pas parvenues à un accord au cours du délai stipulé dans les règlements."

**35. Pourriez-vous expliquer comment votre législation garantit explicitement qu'un candidat utilisateur s'est efforcé d'obtenir l'autorisation du détenteur du droit, suivant des conditions et modalités commerciales raisonnables et que ses efforts n'ont pas abouti dans un délai raisonnable? Dans ce contexte, comment définissez-vous l'expression "délai raisonnable"? Pourriez-vous par ailleurs expliquer comment votre législation garantit que l'utilisation d'une licence obligatoire est autorisée principalement pour l'approvisionnement du marché intérieur du Membre qui a autorisé cette utilisation?**

La réponse sera précisée dans les futurs règlements d'application.

**36. Pourriez-vous préciser si votre législation accorde une protection additionnelle aux innovations après l'expiration de la période de 20 ans pendant laquelle la protection par brevet est conférée?**

Non.

**37. Pourriez-vous expliquer comment votre législation assure la protection renforcée pour les brevets ou les demandes de brevet qui étaient en suspens au 1<sup>er</sup> janvier 1995.**

Le Sultanat était rattaché à l'Office des brevets du Conseil de coopération du Golfe (CCG).

**38. Pourriez-vous expliquer comment votre législation garantit le renversement de la charge de la preuve pour les brevets de procédé?**

La Loi relative aux moyens de faire respecter les droits, qui inclut un article relatif à la charge de la preuve, est toujours à l'étude.

G. SCHÉMAS DE CONFIGURATION (TOPOGRAPHIES) DE CIRCUITS INTÉGRÉS

**39. Pourriez-vous expliquer comment votre législation protège les topographies?**

L'article 11 de la Loi sur la protection des droits sur les topographies de circuits intégrés précise ceci:

"Est passible d'une peine d'emprisonnement d'une durée maximum de deux ans et/ou d'une amende d'un montant maximum de 2 000 rials omanais toute personne accomplissant l'un quelconque des actes suivants:

1. reproduire, sans l'autorisation du titulaire du droit, un schéma de configuration protégé en vertu de la présente loi;
2. importer, vendre ou distribuer, sans l'autorisation du titulaire du droit, un schéma de configuration enregistré ou un produit incorporant un circuit intégré protégé."

**40. Pourriez-vous indiquer de quelle manière votre législation nationale protège le détenteur d'un droit de l'importation, la vente ou la distribution illégale, à des fins commerciales, de topographies, notamment les circuits intégrés ou autres articles dans lesquels une topographie est incorporée, conformément à l'article 36 de l'Accord sur les ADPIC?**

L'article 4 de la loi prévoit ce qui suit:

"Le titulaire d'un schéma de configuration jouit du droit exclusif d'exploiter à des fins commerciales ledit schéma. Aucune autre personne n'a le droit d'importer, de reproduire, de vendre ou de distribuer tout schéma de configuration protégé, à moins d'avoir obtenu une autorisation écrite du détenteur du droit ou de son ayant cause pour exploiter à des fins commerciales le schéma de configuration."

**41. Pourriez-vous expliquer comment votre législation institue la dérogation aux dispositions de l'article 36 spécifiée à l'article 37 de l'Accord sur les ADPIC dans le cas où une personne ne savait pas ou n'avait pas de raison valable de savoir, lorsqu'elle a acquis un circuit intégré ou un article l'incorporant, qu'il contenait une topographie illicite?**

L'article 8 de la loi stipule ceci:

"Sont permises, sans l'autorisation du détenteur du droit, les utilisations suivantes d'un schéma de configuration:

- a) Si la personne ne savait pas et n'avait raisonnablement aucune raison de savoir que le produit incorporait un schéma de configuration reproduit illicitement. Dans ce cas, les stocks dont elle dispose ou qu'elle avait commandés avant la notification peuvent être épuisés à condition de verser une compensation adéquate au détenteur du droit."

**42. Pourriez-vous indiquer la durée de la protection conférée aux topographies par votre législation?**

L'article 7 de la loi dispose ce qui suit:

"La durée de la protection d'un schéma de configuration est de dix années à compter de la date de dépôt de la demande d'enregistrement."

**H. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS**

**43. Pourriez-vous expliquer si votre législation prévoit ou non une durée de protection définie pour les renseignements non divulgués? Dans l'affirmative, précisez cette durée.**

Aucune durée de protection définie n'est prévue pour les renseignements non divulgués tant que leur contenu est inconnu et secret.

**44. Pourriez-vous expliquer comment votre législation définit l'expression "renseignements non divulgués".**

L'article 34 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce précise ceci:

"L'activité commerciale ou industrielle est considérée secrète si, en raison de sa nature, elle n'est pas connue, tire sa valeur commerciale de son caractère confidentiel et que des mesures raisonnables ont été prises afin qu'elle demeure confidentielle ou si elle n'est pas facilement accessible aux personnes du métier."

**45. Pourriez-vous indiquer comment votre législation définit les données communiquées aux pouvoirs publics ou à leurs organismes?**

L'article 34 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce prévoit ce qui suit:

"La divulgation comprend l'utilisation des informations, des données résultant d'essais ou autres données non divulguées communiquées aux autorités compétentes en vue d'obtenir l'approbation de commercialisation nécessaire pour les produits pharmaceutiques et agricoles contenant un nouveau composant chimique, sous réserve qu'un effort tangible ait été fourni pour obtenir lesdits produits."

**I. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS**

**46. Pourriez-vous décrire comment votre législation permet une action efficace contre les atteintes aux droits de propriété intellectuelle?**

Les moyens de faire respecter les droits sont mis en œuvre conformément aux lois nationales suivantes:

Loi sur les brevets n° 82/2000

Article 9:

Le brevet confère à son titulaire le droit d'utiliser l'invention, en la fabriquant, l'utilisant, l'important, quel que soit l'objet fabriqué, et en l'offrant à la vente, que l'objet de l'invention soit un produit matériel, une opération industrielle ou un procédé de fabrication. Les tiers ne peuvent utiliser le brevet sans l'autorisation du détenteur du brevet.

Article 21:

En cas d'acte illégal ou de violation de la présente loi ou de la licence concédée conformément à ses dispositions, le détenteur du brevet, ou toute personne à qui une partie ou la totalité des droits de brevet a été concédée, peut, en vertu de la présente loi, demander au tribunal compétent d'ordonner la saisie provisoire de l'invention et matériels utilisés pour fabriquer l'invention, ou une partie de ceux-ci.

Article 23:

Toute personne demandant une saisie provisoire doit, avant l'ordonnance de saisie, constituer un cautionnement déterminé par le tribunal. Le saisissant doit appeler la cause subjective dans un délai de huit jours à compter de l'ordonnance du tribunal. Dans le cas contraire, elle sera réputée nulle et non avenue.

Article 24:

Sans préjudice de toute autre peine plus lourde stipulée dans une autre loi, toute personne communiquant des informations ou documents faux ou erronés en vue d'obtenir un brevet, ou toute personne contrefaisant une invention ou un procédé de fabrication, ou empiétant intentionnellement sur l'un quelconque des droits protégés en vertu de la présente loi, est passible d'une peine d'emprisonnement d'une durée maximum de deux ans et/ou d'une amende maximum de 2 000 rials omanais.

Le tribunal peut ordonner la saisie des produits confisqués ainsi que des machines et instruments utilisés pour la contrefaçon, ou leur destruction.

Loi sur les marques de fabrique ou de commerce n° 38/2000

Article 35:

S'expose à une peine d'emprisonnement d'une durée maximum de deux ans et/ou à une amende maximum de 2 000 rials omanais toute personne qui:

- a) contrefait une marque enregistrée en vertu de la présente loi, imite ladite marque d'une manière qui risque d'induire le public en erreur ou utilise de mauvaise foi une marque contrefaite ou imitée;

- b) vend, offre à la vente, met en circulation ou transforme dans l'intention de les vendre, et ceci en connaissance de cause, des produits portant une marque contrefaite, imitée ou apposée illicitement;
- c) utilise de mauvaise foi une marque identique ou similaire à une marque notoirement connue, enregistrée ou non, d'une manière qui risque d'induire le public en erreur, sous réserve que, dans le cas d'une marque notoirement connue non enregistrée, les produits ou services soient identiques ou similaires;
- d) enfreint de mauvaise foi les dispositions relatives aux indications commerciales;
- e) enfreint intentionnellement les dispositions relatives à la concurrence déloyale ou à la protection des secrets commerciaux.

Article 36:

Le titulaire d'une marque peut, à tout moment, même avant l'introduction d'une procédure commerciale ou pénale et par le biais d'une requête accompagnée d'un certificat officiel d'enregistrement de la marque, demander au président du tribunal de commerce d'ordonner l'adoption des mesures conservatoires nécessaires, notamment la saisie des matériaux et instruments susceptibles d'être utilisés ou effectivement utilisés pour commettre le délit. La même mesure s'applique aux produits, marchandises, titres, conditionnements, documents ou tout autre objet portant la marque ou les indications portant atteinte au droit.

Ladite saisie peut être exécutée au moment de l'importation des marchandises. L'ordonnance peut inclure la nomination d'un ou plusieurs experts afin d'aider à la saisie et exiger que la personne déposant la requête constitue un cautionnement.

Article 37:

Les procédures de saisie prévues à l'article précédent sont réputées non valides si, dans un délai de huit jours à compter de la date d'exécution de la saisie ou de la date à laquelle le nom de la personne contre laquelle les mesures ont été prises a été notifié au procureur général, une action en réparation n'a pas été intentée.

Article 38:

Dans toute procédure commerciale ou pénale, le tribunal compétent peut décider de confisquer le matériel saisi ou à saisir afin de déduire sa valeur des dommages-intérêts ou des amendes, ou d'en disposer de toute autre manière que le tribunal jugera appropriée.

En outre, le tribunal peut décider la destruction de marques illégales et, si nécessaire, des produits, conditionnements, matériels d'emballage, titres, catalogues et de tout autre matériel portant lesdites marques ou indications illégales. Il peut également ordonner la destruction des matériels et instruments ayant principalement servi à la contrefaçon. Ces ordonnances peuvent être rendues même lorsqu'une déclaration de non-culpabilité a été prononcée.

Le tribunal peut ordonner la publication de la décision au Journal officiel aux frais de la personne à l'encontre de laquelle la décision a été prononcée.



Code pénal d'Oman n° 7/74

Article 305:

Est passible d'une peine d'emprisonnement d'une durée de trois mois minimum et de trois ans maximum et d'une amende d'un montant de 20 rials omanais minimum et de 500 rials omanais maximum, toute personne imitant une marque enregistrée appartenant à un tiers, quelle que soit sa forme, ou l'apposant sur des marchandises ou tout produit. Par ailleurs, est passible des mêmes peines toute personne offrant à la vente ou vendant sciemment une marchandise ou un produit portant une marque de fabrique ou de commerce imitée ou piratée.

Article 306:

Est passible d'une peine d'emprisonnement d'une durée comprise entre deux mois et deux ans et d'une amende comprise entre 20 et 300 rials omanais, toute personne imitant une marque de fabrique ou de commerce dans une intention frauduleuse et toute personne utilisant une telle marque ou vendant ou offrant à la vente un produit portant cette marque dans l'intention d'escroquer l'acheteur.

Article 307:

Est passible d'une peine d'emprisonnement d'une durée comprise entre trois mois et deux ans et d'une amende comprise entre 10 et 300 rials omanais toute personne qui:

1. imite, pour son profit ou pour porter préjudice aux intérêts du détenteur, une invention ou un dessin ou modèle industriel enregistré sur le territoire omanais ou à l'étranger;
2. porte atteinte, de quelque manière que ce soit, au nom commercial d'un tiers, même si le nom auquel il est porté atteinte est légèrement déformé ou associé à un surnom différent de celui de son détenteur ou à tout terme ou expression conservant les lettres et le nom distinctifs d'une manière qui prête à confusion.

Loi commerciale n° 55/90

Article 47:

Lorsqu'une marque de fabrique ou de commerce est utilisée par une personne autre que son détenteur ou lorsqu'elle est utilisée par son détenteur d'une manière contraire à la loi, les parties intéressées peuvent demander que son utilisation soit interdite. Elles peuvent également demander sa radiation si elle est enregistrée au Registre du commerce et, s'il y a lieu, un dédommagement.

Article 48:

Le commerçant ne peut recourir à la supercherie et la fraude pour ce qui est de l'écoulement de ses marchandises et ne doit pas publier de fausses informations concernant ces dernières lorsque les intérêts d'un commerçant concurrent peuvent en être préjudiciés. Faute de quoi, il peut être condamné à verser une réparation.

Article 49:

Le commerçant ne peut diffuser des renseignements contraires à la réalité relativement à l'origine ou à la description de ses produits, ou à l'ampleur de son commerce. Il ne peut pas non plus déclarer, au mépris de la vérité, qu'il possède un diplôme, un certificat ou un prix, ni recourir à toute autre méthode induisant les clients en erreur dans l'intention d'éloigner ces derniers d'un commerçant concurrent. Faute de quoi, il peut être condamné à verser une réparation.

Article 50:

Un commerçant ne peut inciter les ouvriers ou employés d'un autre commerçant à l'aider à éloigner des clients de ce commerçant ou à quitter leur emploi afin d'entrer à son service et de lui divulguer les secrets de son concurrent. Les actes susmentionnés sont réputés constituer des actes de concurrence déloyale en compensation desquels doivent être versées des réparations.

Article 51:

Une personne dont la profession consiste à fournir aux sociétés commerciales des informations sur la situation des commerçants et qui, en échange d'une somme d'argent, fournit délibérément ou par négligence grave, de fausses informations quant à la politique ou la situation financière d'un commerçant, peut être condamnée à réparer le préjudice causé par cette faute.

Loi sur la protection des dessins et modèles industriels n° 39/2000

Article 12:

Est passible d'une peine d'emprisonnement d'une durée maximum de deux ans et/ou d'une amende maximum de 2 000 rials omanais toute personne commettant l'un quelconque des actes suivants:

1. imiter un dessin ou modèle industriel enregistré conformément à la présente loi;
2. vendre, offrir à la vente, importer ou transformer dans l'intention de les vendre, et ce en connaissance de cause, des produits comportant un dessin ou modèle industriel enregistré en Oman;
3. apposer de manière illicite sur des produits, publicités, marques de fabrique ou de commerce, contenants ou autre objet, des indications pouvant laisser penser que l'objet est un dessin ou modèle industriel enregistré.

Article 13:

Le titulaire d'un dessin ou modèle industriel peut demander au président du tribunal compétent ou à tout juge dudit tribunal nommé par le président d'ordonner l'adoption des mesures conservatoires nécessaires, telles qu'empêcher les tiers de fabriquer, vendre ou importer à des fins commerciales des marchandises comportant, en totalité ou en partie, un dessin ou modèle industriel protégé, et saisir les matériaux ou instruments utilisés. La même mesure s'applique pour ce qui est des produits, marchandises, emballages, documents ou autres.

Une action sur le fond doit être introduite auprès du tribunal compétent dans un délai de 15 jours à compter de la date à laquelle l'ordonnance a été rendue, faute de quoi les mesures cesseront de produire leur effet.

Loi sur la protection des indications géographiques n° 40/2000

Article 5:

Une marchandise ne peut être désignée ou présentée au public d'une manière qui suggère qu'elle est originaire d'une zone géographique autre que son véritable lieu d'origine, qui induit le public en erreur ou qui constitue un acte de concurrence déloyale, y compris l'utilisation d'une fausse indication géographique pour mentionner le véritable lieu d'origine du produit et l'utilisation d'une indication géographique dans la traduction ou lorsqu'elle est accompagnée d'expressions telles que type, style et imitation.

Article 6:

Toute personne intéressée peut, en vertu de l'article 2, demander au président du tribunal de commerce ou un juge dudit tribunal désigné par le président d'ordonner l'adoption des mesures conservatoires nécessaires, notamment la saisie de marchandises, produits, emballages, documents ou autres objets similaires.

Une action sur le fond doit être introduite auprès du service compétent du tribunal de commerce dans un délai de 15 jours à compter de la date à laquelle l'ordonnance a été rendue, faute de quoi les mesures cesseront de produire leur effet.

Article 11:

Toute personne qui commet intentionnellement l'un quelconque des actes visés à l'article 5 de la présente loi est passible d'une peine d'emprisonnement d'une durée maximum de deux ans et/ou d'une amende maximum de 2 000 rials omanais.

Loi sur la protection des droits des topographies de circuits intégrés n° 41/2000

Article 4:

Le détenteur d'un schéma de configuration jouit du droit exclusif d'exploiter à des fins commerciales ledit schéma. Aucune autre personne n'a le droit d'importer, de reproduire, de vendre ou de distribuer tout schéma de configuration protégé, à moins d'avoir obtenu une autorisation écrite du titulaire du droit ou de ses ayants cause pour exploiter à des fins commerciales le schéma de configuration.

Article 9:

Le titulaire du droit peut demander au président du tribunal de commerce ou à un juge dudit tribunal nommé par le président d'ordonner l'adoption des mesures conservatoires nécessaires, notamment la saisie des instruments utilisés. La même mesure s'applique pour ce qui est des produits, marchandises ou autres.

Une action sur le fond doit être introduite auprès du service compétent dans un délai de 15 jours à compter de la date à laquelle l'ordonnance a été rendue, faute de quoi les mesures cesseront de produire leur effet.

Article 11:

Est passible d'une peine d'emprisonnement d'une durée maximum de deux ans et/ou d'une amende maximum de 2 000 rials omanais, toute personne commettant l'un quelconque des actes suivants:

- a) reproduire, sans autorisation du titulaire du droit, un schéma de configuration protégé en vertu de la présente loi;
- b) importer, vendre ou distribuer, sans autorisation du titulaire du droit, un schéma de configuration enregistré ou un produit incorporant un circuit intégré protégé.

Loi sur la protection du droit d'auteur et des droits connexes n° 37/2000

Article 14:

À la requête de l'auteur, du titulaire des droits d'auteur ou de leurs ayants cause, le tribunal compétent peut décider d'ordonner l'adoption des mesures conservatoires suivantes:

- 1. mettre fin à l'atteinte à l'un quelconque des droits protégés par la présente loi;
- 2. saisir les copies de l'œuvre portant atteinte au droit ainsi que le matériel utilisé pour produire lesdites copies;
- 3. prouver l'existence d'une interprétation publique en cas d'exécution, représentation ou récitation publique d'une œuvre, et suspendre ou empêcher la tenue du spectacle;
- 4. nommer un administrateur judiciaire responsable de l'œuvre en litige ainsi que de la publication, présentation, fabrication ou reproduction de l'œuvre. Le produit en résultant doit être versé à la trésorerie du tribunal. Cette administration cesse à la suite d'un accord entre les parties concernées ou sur décision judiciaire;
- 5. nommer un expert afin d'évaluer, si nécessaire, le produit de ladite publication ou présentation et, dans tous les cas, saisir les recettes.

Le plaignant doit introduire une action sur le fond de l'affaire auprès du tribunal dans les 15 jours suivants pour qu'une décision sur le fond soit prononcée et que des dommages-intérêts adéquats soient accordés. Faute de quoi, les mesures cesseront de produire leur effet.

Article 23:

En vertu de la présente loi, toute personne portant atteinte à tout droit moral ou patrimonial des auteurs ou des titulaires de droits connexes est passible d'une peine d'emprisonnement d'une durée maximum de deux ans et/ou d'une amende maximum de 2 000 rials omanais. Tous les actes suivants sont considérés comme des atteintes:

- a) vendre ou mettre à disposition, par tout moyen, une œuvre protégée conformément aux dispositions de la présente loi;

- b) imiter en Oman une œuvre publiée à l'étranger, ou mettre à disposition, exporter ou expédier à l'étranger ladite imitation, et ce en connaissance de cause;
- c) communiquer ou mettre à la disposition du public, à des fins commerciales, une interprétation ou exécution, une émission de radiodiffusion ou un enregistrement sonore par le biais d'un réseau informatique;
- d) supprimer ou altérer de manière illicite toute protection technique tendant à réguler ou limiter l'accès du public à l'œuvre, l'interprétation ou exécution, l'émission de radiodiffusion ou l'enregistrement, ou distribuer, importer en vue de la distribution, radiodiffuser ou mettre à la disposition du public les objets susmentionnés, sous réserve que la personne qui commet cet acte ait connaissance ou ait des raisons valables d'avoir connaissance de l'atteinte commise.

Loi sur le contrôle des œuvres artistiques n° 609/97

Article 3:

N'est pas autorisée, sauf après obtention d'une licence concédée par le ministère, la commission de l'un quelconque des actes suivants concernant des œuvres artistiques:

1. leur photocopie, enregistrement ou altération en vue de l'exploitation;
2. leur importation ou exportation;
3. leur distribution, location, diffusion ou vente.

Article 5:

La diffusion, la vente ou l'exposition d'œuvres artistiques non originales est interdite, sauf sur autorisation du producteur ou de l'agent autorisé en Oman.

Article 25:

Toute personne enfreignant les dispositions des premier, deuxième et troisième paragraphes de l'article 3 de la présente loi est passible d'une peine d'emprisonnement d'une durée maximum de deux ans et/ou d'une amende de 1 000 rials omanais minimum et 2 000 rials omanais maximum. Ces peines sont doublées en cas de récidive.

Article 30:

Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux œuvres artistiques importées à des fins personnelles, et l'importateur, s'il autorise leur reproduction à des fins commerciales ou en vue de leur diffusion, est passible des peines prévues à l'article 25 de la présente loi.

**47. Pourriez-vous indiquer si votre législation prévoit ou non un mécanisme pour faire appel de décisions administratives finales devant les organes judiciaires?**

L'article 11 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce prévoit ce qui suit:

"Toute décision du Greffier rejetant un enregistrement ou le soumettant à une condition peut être contestée par le déposant devant le tribunal de commerce dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification de la décision. Le tribunal peut confirmer, révoquer ou modifier ladite décision.

Si, au cours du délai déterminé, le déposant n'a pas contesté la décision et procède aux modifications requises par le Greffier, le déposant est réputé avoir abandonné sa demande."

L'article 13 de ladite loi stipule ceci:

"Le Greffier statue sur l'opposition après avoir entendu les parties, si l'une d'entre elles le demande, et rend une décision d'acceptation ou de rejet de l'enregistrement.

Dans le cas précédent, il peut fixer les limitations qu'il juge nécessaires. Toute personne intéressée peut contester cette décision devant le tribunal de commerce dans un délai de 30 jours à compter de la date à laquelle elle a été avisée. Le tribunal de commerce peut confirmer, révoquer ou modifier ladite décision. Nonobstant l'opposition, si le Greffier considère que l'opposition à l'enregistrement n'est pas fondée sur des raisons sérieuses, il peut rendre une décision visant à poursuivre l'enregistrement de la marque de fabrique ou de commerce, en indiquant les éléments ayant motivé sa décision."

L'article 13 de la Loi sur la protection des dessins et modèles industriels dispose ce qui suit:

"Le titulaire d'un dessin ou modèle industriel peut demander au président du tribunal compétent ou à tout autre juge dudit tribunal nommé par le président, d'ordonner l'adoption des mesures conservatoires nécessaires, telles qu'empêcher les tiers de fabriquer, vendre ou importer à des fins commerciales des marchandises comportant, en totalité ou en partie, un dessin ou modèle industriel protégé, et saisir les matériels et instruments utilisés. La même mesure s'applique aux produits, marchandises, emballages, documents ou autres.

Une action sur le fond doit être introduite auprès du tribunal compétent dans un délai de 15 jours à compter de la date à laquelle l'ordonnance a été rendue, faute de quoi les mesures cesseront de produire leur effet."

L'article 8 de la Loi sur la protection des indications géographiques précise ceci:

"Un déposant à l'enregistrement peut contester une décision de rejet de sa demande devant un comité formé sur décision du ministre. La procédure de cet appel est déterminée dans les règlements d'application. La décision de ce comité peut faire l'objet d'un recours devant le service compétent du tribunal de commerce dans un délai de 60 jours à compter de la date de la notification par courrier recommandé de la décision du comité."

L'article 3 de la Loi sur la protection des schémas de configuration de circuits intégrés prévoit ce qui suit:

"Toute personne intéressée peut, dans un délai de 30 jours à compter de la notification, contester une décision de rejet d'un enregistrement devant un comité formé sur décision du ministre. Les règles de procédure de ce comité sont fixées dans les règlements d'application. La décision dudit comité peut faire l'objet d'un recours devant le service compétent du

tribunal de commerce dans un délai de 60 jours à compter de la date de la notification par courrier recommandé de la décision du comité."

**48. Pourriez-vous décrire les modalités selon lesquelles votre législation autorise les juges à ordonner la production des éléments de preuve par la partie adverse? Veuillez fournir des renseignements précis sur les mesures qui sont prises pour assurer la protection des renseignements confidentiels.**

Nul besoin de dispositions légales puisque c'est une règle générale.

**49. Pourriez-vous citer les dispositions de votre législation qui autorisent les juges à ordonner à un défendeur de cesser de porter atteinte à un droit?**

Nul besoin de dispositions légales puisque c'est une règle générale.

**50. Pourriez-vous indiquer quelles dispositions de votre législation autorisent les juges à ordonner le versement au détenteur du droit de dommages-intérêts adéquats en réparation du dommage qu'il a subi?**

L'article 18 de la Loi sur l'audience et l'arbitrage devant l'Autorité pour le règlement des différends commerciaux stipule que, sans préjudice de la disposition du précédent article, le coût de la procédure est estimé en fonction des prix en vigueur au jour de son introduction. Cette estimation doit prendre en considération les intérêts, compensations, frais, etc. et autres coûts susceptibles de survenir après l'introduction de l'action jusqu'à son règlement. Elle doit par ailleurs être fondée sur les dernières demandes des plaideurs, en tenant compte des éléments suivants:

1. si l'action est liée à la validité ou la nullité d'un contrat existant, son coût doit être estimé à la valeur du contrat et, pour ce qui est des demandes reconventionnelles, à la demande la plus importante;
2. si l'action porte sur une partie d'un droit, elle doit être évaluée à la valeur de ladite partie et, à moins que la totalité du droit soit contestée et que la partie réclamée ne soit pas exclue, l'estimation doit se fonder sur la valeur de la totalité du droit;
3. si l'action se rapporte à la validité ou la nullité d'un contrat existant, l'estimation doit se fonder sur l'équivalent pécuniaire de la durée totale du contrat;
4. si l'action porte sur une demande évaluable, les frais minimums doivent être perçus au moment de son enregistrement, et le Secrétariat de l'autorité doit calculer, d'après ce qui précède, les frais dus jusqu'au jour du rendu du jugement. Par ailleurs, l'Autorité doit mettre au point des règlements pour les autres règles visant à évaluer les affaires visées par les règles susmentionnées.

**51. Pourriez-vous indiquer quelles dispositions de votre législation autorisent les juges à ordonner le paiement des frais du détenteur du droit par le contrevenant?**

Nul besoin de dispositions légales puisque c'est une règle générale.

**52. Pourriez-vous indiquer si et, dans l'affirmative, les modalités selon lesquelles les juges sont habilités à ordonner que les marchandises qui portent atteinte à un droit soient écartées des circuits commerciaux ou détruites?**

Veillez vous référer à la réponse à la question n° 46.

**53. Pourriez-vous indiquer quelles dispositions de votre législation autorisent les juges à faire indemniser un défendeur en cas d'usage abusif des procédures destinées à faire respecter les droits par le requérant?**

Une loi relative aux moyens de faire respecter les droits est encore à l'étude.

**54. Pourriez-vous indiquer comment votre législation assure la mise en œuvre de l'article 50 de l'Accord sur les ADPIC?**

Une loi relative aux moyens de faire respecter les droits est encore à l'étude.

**55. Pourriez-vous indiquer quelles sont les autorités compétentes relevant de votre juridiction auxquelles les détenteurs de droits doivent adresser leur demande visant à faire suspendre la mise en circulation de marchandises de contrefaçon par les autorités douanières?**

Le tribunal de commerce.

**56. Pourriez-vous indiquer s'il existe ou non des procédures pour suspendre l'exportation de marchandises de contrefaçon?**

Oui. Le détenteur du droit peut introduire un recours devant le tribunal compétent afin qu'il ordonne la saisie provisoire des produits imités s'ils sont sur le point d'être exportés

**57. Pourriez-vous indiquer quelles dispositions de votre législation autorisent les autorités compétentes à ordonner la destruction ou la mise hors circuit de marchandises portant atteinte à un droit?**

Veillez vous référer à la réponse à la question n° 46.

**58. Pourriez-vous indiquer si votre législation prévoit ou non une exception pour les importations *de minimis*?**

La Loi relative à l'unification des douanes du CCG autorise l'entrée, dans les bagages personnels, de certaines quantités de produits destinés à un usage personnel.

**59. Pourriez-vous indiquer comment votre législation assure la mise en œuvre de l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC?**

Veillez vous référer à la réponse à la question n° 46.

#### **IV. RÉPONSE À LA QUESTION POSÉE PAR LE JAPON**

##### **A. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES**

**Prière de donner des explications sur les exceptions ou les exemptions concernant le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée éventuellement prévues par la Loi sur le droit d'auteur et les droits connexes, comme l'autorisent les articles 3 et 4 de l'Accord sur les ADPIC.**



La Loi omanaise sur le droit d'auteur et les droits connexes ne prévoit aucune exception ni exemption concernant le traitement national ou le traitement de la nation la plus favorisée.

## **V. RÉPONSES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LA SUISSE**

### **A. INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES**

#### **1. Veuillez indiquer de manière détaillée comment votre législation pourvoit à la protection des indications géographiques.**

- i) Conformément à l'article 3, les indications géographiques sont protégées par la Loi sur la protection des indications géographiques, promulguée par le Décret royal n° 40/2000, qu'elles soient ou non enregistrées.
- ii) Des mesures de protection sont prévues contre les indications géographiques qui, tout en étant littéralement exactes pour ce qui est du territoire, de la région ou de la localité dont les produits sont originaires, donnent à penser à tort au public que les produits sont originaires d'un autre territoire.
- iii) En cas d'homonymie d'indications géographiques, la protection est accordée à chaque indication, sous réserve des dispositions du paragraphe 3 de l'article 11 de la loi précitée, selon lesquelles toute personne qui commet intentionnellement l'un des actes énoncés à l'article 5, qui interdit de nommer un bien ou de le montrer au public de façon à suggérer que son origine géographique n'est pas l'origine véritable, encourt une peine de prison de deux ans au plus et une amende n'excédant pas 2 000 rials omanais, ou l'une ou l'autre de ces deux peines.

### **B. BREVETS**

#### **2. Toutes les catégories de produits font-elles l'objet d'une protection par brevet en vertu de votre législation ou y a-t-il des exceptions? Dans le second cas, veuillez indiquer de manière détaillée quels sont les différents types d'exceptions et en quoi ils sont compatibles avec l'article 27 de l'Accord sur les ADPIC.**

Il existe certaines exceptions: conformément à l'article 4 de la Loi sur les brevets n° 82/2000, sont exclus de la brevetabilité:

- i) les théories scientifiques, les méthodes mathématiques, les logiciels, la pratique d'activités purement intellectuelles et de jeux;
- ii) les végétaux et les animaux autres que les micro-organismes, et les procédés essentiellement biologiques d'obtention de végétaux ou d'animaux ou de variétés végétales, autres que les procédés non-biologiques et microbiologiques;
- iii) les méthodes diagnostiques, thérapeutiques et chirurgicales pour le traitement des personnes ou des animaux. L'article 2 dispose que tout ce qui serait contraire à l'ordre public, à la moralité, à la sécurité nationale ou à la loi islamique est exclu de la brevetabilité.

Ces exceptions sont compatibles avec les dispositions de l'article 27:3 a) et b) de l'Accord sur les ADPIC.

**3. Votre législation reconnaît-elle, conformément à l'article 27:1 lu conjointement avec l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC, que l'importation équivaut à "l'exploitation" d'un brevet (et exclut-elle, par conséquent, la concession de licences obligatoires si le produit est importé)?**

Conformément à l'article 15 c), l'importation d'un produit n'est pas considérée comme une raison valable pour empêcher la délivrance de l'autorisation obligatoire.

**Question complémentaire:**

**Vous mentionnez que, conformément à l'article 15 c) [de la Loi n° 82/2000 sur les brevets], "l'importation d'un produit n'est pas considérée comme une raison valable pour empêcher la délivrance de l'autorisation obligatoire". Veuillez expliquer comment cela est en conformité avec l'article 27:1 de l'Accord sur les ADPIC qui dispose qu'il sera possible de jouir des droits de brevet sans discrimination quant au fait que les produits sont importés ou sont d'origine nationale.**

En ce qui concerne l'article 27:1 de l'Accord sur les ADPIC et la législation de l'Oman relative aux brevets promulguée par le Décret royal n° 82/2000, il apparaît clairement que l'article 27:1 de l'Accord sur les ADPIC ne contredit pas l'article 15 c) de la Loi sur les brevets, puisque l'article 27:1 traite de la législation sur les brevets et d'une manière générale des matériaux brevetables, tandis que l'article 15 c) de la Loi sur les brevets traite de l'obtention de la licence obligatoire pour exploiter le brevet et que l'importation n'est pas considérée comme une raison légale d'accorder une licence obligatoire.

**4. Veuillez expliquer comment votre législation met en œuvre toutes les conditions énoncées à l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC? Veuillez citer les dispositions pertinentes de la loi.**

L'article 15 prévoit que trois ans après l'octroi du brevet, toute personne concernée peut demander une licence obligatoire afin d'utiliser l'invention, pour l'une des raisons suivantes:

- a) non-utilisation active et sérieuse du brevet au cours des trois années à dater de sa délivrance;
- b) suspension de l'utilisation de l'invention protégée par le brevet, par l'utilisateur du brevet, pendant deux années consécutives;
- c) refus du titulaire du brevet d'accorder un contrat de licence pour son utilisation, ce qui pourrait avoir des répercussions sur l'établissement ou le développement d'activités industrielles ou commerciales dans le Sultanat d'Oman.

L'article 18 de la loi prévoit ce qui suit:

"La concession d'une licence obligatoire est subordonnée à la présentation, par le déposant, de toutes les garanties nécessaires pour que l'invention soit pleinement exploitée en vue de remédier à la pénurie ou de satisfaire aux exigences qui ont conduit à la demande de licence obligatoire. Il est interdit à tout concessionnaire d'une licence obligatoire de céder le brevet ou son utilisation à des tiers. Le Ministre peut rapporter la licence si son titulaire viole les conditions attachées à sa concession, ou si les circonstances justifiant la concession ont cessé d'exister. L'article 7 permet au titulaire de la licence de faire appel d'une telle décision devant le comité, conformément aux conditions et dispositions énoncées dans la réglementation."

**Question complémentaire:**

**Veillez expliquer comment votre législation met en œuvre les conditions énoncées à l'article 31 a) à l) de l'Accord sur les ADPIC. Veillez citer les dispositions pertinentes de votre loi.**

La législation sur les brevets, promulguée par le Décret royal n° 82/2000, traite de la licence obligatoire dans le cadre des articles 15, 16, 17, 18, 19 et de l'article 20 comme suit:

Article 15: Trois ans après l'octroi du brevet, toute personne concernée peut demander une licence obligatoire afin d'utiliser l'invention, pour l'une des raisons suivantes:

- i) non-utilisation active et sérieuse du brevet au cours des trois années à dater de sa délivrance;
- ii) suspension de l'utilisation de l'invention protégée par le brevet, par l'utilisateur du brevet, pendant deux années consécutives;
- iii) refus du titulaire du brevet d'accorder un contrat de licence pour son utilisation, ce qui pourrait avoir des répercussions sur l'établissement ou le développement d'activités industrielles ou commerciales dans le Sultanat d'Oman.

Dans tous les cas, une licence obligatoire ne pourra être concédée si le titulaire du brevet justifie sa situation. L'importation du produit n'est pas considérée comme une excuse valable. Cependant, la décision d'octroi d'une licence obligatoire est délivrée par le Ministre et le titulaire du brevet a la possibilité de contester cette décision devant le comité prévu à l'article 7 conformément aux conditions et dispositions énoncées dans la réglementation.

Article 16: Une licence obligatoire confère à son titulaire le droit d'accomplir une partie des activités confiées au titulaire du brevet conformément aux conditions attachées à sa concession, à l'exclusion du droit d'importer le produit. Le concessionnaire pourra toutefois exercer les droits du titulaire du brevet en matière civile ou pénale afin de protéger et d'utiliser l'invention lorsque ces droits n'auront pas été exercés malgré une notification.

Article 17: Une licence obligatoire destinée à l'utilisation d'une invention ne peut être concédée que lorsque le déposant a fourni la preuve qu'il a avisé le détenteur du brevet, par courrier recommandé, et que les parties ne sont pas parvenues à un accord au cours du délai stipulé dans les règlements.

Article 18: La concession d'une licence obligatoire est subordonnée à la présentation, par le déposant, de toutes les garanties nécessaires pour que l'invention soit pleinement exploitée en vue de remédier à la pénurie ou de satisfaire aux exigences qui ont conduit à la demande de licence obligatoire. Il est interdit à tout concessionnaire d'une licence obligatoire de céder le brevet ou son utilisation à des tiers. Le Ministre peut rapporter la licence si son titulaire viole les conditions attachées à sa concession, ou si les circonstances justifiant la concession ont cessé d'exister. L'article 7 permet au titulaire de la licence de faire appel d'une telle décision devant le comité, et conformément aux conditions et dispositions énoncées dans la réglementation.

La licence obligatoire ne pourra être cédée qu'avec l'entreprise du concessionnaire ou la partie de cette entreprise qui exploite l'invention, sous réserve que la cession ait reçu l'agrément du Ministre, faute de quoi elle sera nulle.

Article 19: Les licences obligatoires, et les décisions, verdicts et demandes y relatifs, seront consignés dans un registre spécial du ministère, conformément aux conditions et dispositions énoncées dans la réglementation.

Article 20: Tout intéressé pourra demander au tribunal compétent de radier un brevet ou une licence obligatoire, si:

- i) le brevet, le certificat ou la licence a été accordé sans qu'il soit satisfait aux conditions énoncées dans la présente loi ou les règlements d'application;
- ii) le brevet, le certificat ou la licence a été accordé sans qu'ait été prise en compte la priorité des demandes antérieures.

La date de l'audience au tribunal est notifiée au titulaire du brevet ou de la licence obligatoire, ainsi qu'à toute personne dont le droit a été supprimé.

En cas de radiation, la décision devra être consignée dans le registre spécial et rendue publique conformément à la réglementation.

**5. Votre législation prévoit-elle un principe d'inversement de la charge de la preuve dans le cas d'un différend lié à un brevet de procédé? Veuillez citer les dispositions pertinentes de la loi.**

Cette question est toujours à l'étude.

C. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

**6. Veuillez expliquer de manière détaillée si la législation omanaise garantit que les données sur les essais ou autres données non divulguées soumises par un requérant à l'organisme public responsable dans la procédure d'autorisation de mise sur le marché d'un produit chimique pharmaceutique ou agricole sont protégées contre toute divulgation et toute utilisation commerciale déloyale par un concurrent, par exemple en interdisant à un second requérant de se reposer sur, ou de se référer aux données originales du premier requérant, lorsque celui-ci dépose une demande ultérieure d'autorisation de mise sur le marché de son propre produit. La législation omanaise prévoit-elle des exemptions à cette situation? Si tel est le cas, quelles conditions ces exceptions appliqueraient-elles? Votre législation fixe-t-elle une durée déterminée de protection des données non divulguées résultant d'essais ou autres données du premier déposant?**

L'article 34 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, les descriptions, les secrets et la protection contre la concurrence déloyale dispose ce qui suit:

"Il est interdit à toute personne physique ou morale de divulguer des secrets commerciaux en sa possession d'une manière contraire aux usages commerciaux honnêtes. Une activité commerciale ou industrielle est réputée secrète lorsque, en raison de sa nature, elle n'est pas connue, qu'elle tire sa valeur commerciale de son caractère confidentiel, que des mesures raisonnables ont été prises pour protéger sa confidentialité, ou qu'elle n'est pas aisément accessible à l'homme du métier. La divulgation comprend l'utilisation des informations, des données résultant d'essais ou autres données non divulguées communiquées aux autorités compétentes en vue d'obtenir l'approbation de commercialisation nécessaire pour les produits pharmaceutiques et agricoles contenant un nouveau composant chimique, sous réserve qu'un effort tangible ait été fourni pour obtenir lesdits produits."

**Question complémentaire:**

**S'agissant de la question de l'utilisation déloyale dans le commerce des données non divulguées communiquées par un déposant à l'organisme public compétent dans le cadre de la procédure d'autorisation de mise sur le marché d'un produit pharmaceutique ou d'un produit chimique pour l'agriculture, veuillez expliquer en détail si votre législation interdit explicitement à un second déposant d'invoquer ou de mentionner les données initiales du premier déposant lorsqu'il demande ultérieurement une autorisation de mise sur le marché pour son propre produit. L'organisme public compétent exige-t-il du second déposant la même quantité de données que du premier déposant? Votre législation fixe-t-elle une durée déterminée de protection des données non divulguées résultant d'essais ou autres données du premier déposant?**

**Protection des secrets commerciaux**

L'article 34 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, les descriptions, les secrets et la protection contre la concurrence déloyale promulguée par le Décret royal n° 38/2000, dispose ce qui suit:

"Il est interdit à toute personne physique ou morale de divulguer des secrets commerciaux en sa possession d'une manière contraire aux usages commerciaux honnêtes. Une activité commerciale ou industrielle est réputée secrète lorsque, en raison de sa nature, elle n'est pas connue, qu'elle tire sa valeur commerciale de son caractère confidentiel, que des mesures raisonnables ont été prises pour protéger sa confidentialité, ou qu'elle n'est pas aisément accessible à l'homme du métier.

La divulgation comprend l'utilisation des informations, des données résultant d'essais ou autres données non divulguées communiquées aux autorités compétentes en vue d'obtenir l'approbation de commercialisation nécessaire pour les produits pharmaceutiques et agricoles contenant un nouveau composant chimique, sous réserve qu'un effort tangible ait été fourni pour obtenir lesdits produits."

La deuxième partie de la question portant sur l'organisme public compétent, qui peut exiger du second déposant la même quantité de données que du premier déposant, sera traitée dans les règlements d'application au moment de leur publication.

S'agissant de la dernière partie de la question concernant la durée de protection des données non divulguées résultant d'essais ou autres données du premier déposant, la loi susvisée ne prévoit pas de durée de protection.

**D. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS**

**7. Veuillez indiquer les mesures correctives prévues par votre législation qui permettent de prévenir efficacement les atteintes aux droits de propriété intellectuelle.**

- a) L'article 14 de la Loi sur le droit d'auteur et les droits connexes, promulguée par le Décret royal n° 37/2000.
- b) L'article 18 de la Loi sur la procédure orale et l'arbitrage devant l'Autorité chargée du règlement des litiges commerciaux, promulguée par le Décret royal n° 32/82.
- c) L'article 23 de la Loi sur les brevets, promulguée par le Décret royal n° 82/2000.

- d) L'article 38 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, les descriptions, les secrets et la protection contre la concurrence déloyale, promulguée par le Décret royal n° 38/2000.
- e) L'article 47 de la Loi commerciale, promulguée par le Décret royal n° 55/90.

**8. Veuillez décrire toute initiative nouvelle prévue pour améliorer le respect des droits de propriété intellectuelle dans votre pays, notamment au plan pénal.**

L'article 23 de la Loi sur le droit d'auteur et les droits connexes dispose que toute personne qui porte atteinte à un droit littéraire ou financier des titulaires du droit connexe encourt une peine de prison de deux ans au plus et une amende n'excédant pas 2 000 rials omanais, ou l'une ou l'autre de ces peines.

**VI. RÉPONSES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LES ÉTATS-UNIS**

**A. GÉNÉRALITÉS**

**1. Veuillez décrire, en ce qui concerne chaque forme de propriété intellectuelle visée par l'Accord sur les ADPIC, y compris la protection des variétés végétales, la façon dont le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée sont appliqués aux ressortissants des autres Membres de l'OMC.**

Le Décret royal n° 92/2000 a promulgué la Loi sur la protection des nouvelles variétés végétales. L'article 7 de cette loi dispose que les nationaux omanais, les personnes morales omanaises, les expatriés résidents et les personnes morales étrangères résidant en Oman ainsi que les citoyens des pays dont la législation prévoit une protection pour les nationaux omanais qui n'est pas inférieure à la protection stipulée par cette loi, à condition d'avoir des agents résidents légaux, jouissent du droit d'obtenteur, en vertu de cette loi.

**B. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES**

**2. Veuillez indiquer si et en quoi la législation omanaise sur le droit d'auteur est conforme à l'article 9 de l'Accord sur les ADPIC, qui prévoit que les Membres se conformeront aux articles 1<sup>er</sup> à 21 de la Convention de Berne (1971) excepté à l'article 6<sup>bis</sup>, les Membres n'ayant pas de droits ni d'obligations en ce qui concerne ce dernier article au titre de l'Accord sur les ADPIC.**

L'article 9 de l'Accord sur les ADPIC oblige les États membres à se conformer aux articles 1<sup>er</sup> à 21 de la Convention de Berne (1971) et son annexe. En vertu de l'article 9:2 de l'Accord sur les ADPIC, la protection du droit d'auteur s'étendra aux expressions et non aux idées, procédures, méthodes de fonctionnement ou concepts mathématiques en tant que tels. Il n'existe aucune contradiction entre le sens de cet article et la Loi sur la protection du droit d'auteur et des droits connexes promulguée par le Décret royal n° 37/2000.

**3. Veuillez indiquer comment la législation omanaise sur le droit d'auteur protège les programmes d'ordinateur en tant qu'œuvres littéraires et les compilations de données, comme l'exige l'article 10 de l'Accord sur les ADPIC.**

L'article 13 de la Loi sur la protection du droit d'auteur et des droits connexes dispose que les droits d'auteur ne peuvent pas être confisqués en application d'une décision de justice. Toutefois, des

copies d'une œuvre publiée peuvent être saisies; les œuvres dont les titulaires sont décédés avant leur publication ne peuvent être saisies sauf s'il est prouvé, sans le moindre doute possible, que ces titulaires avaient l'intention de publier ces œuvres avant leur décès.

L'article 14 dispose que sur demande de l'auteur, du titulaire des droits d'auteur ou leurs ayants cause, le tribunal compétent peut ordonner les mesures provisoires suivantes:

- Mettre fin à l'atteinte portée à l'un quelconque des droits protégés en vertu de la présente loi.
- Saisir les copies de contrefaçon de l'œuvre et le matériel utilisé pour la réalisation de ces copies.
- Désigner un administrateur judiciaire officiel pour l'œuvre faisant l'objet du litige, qui sera chargé de la republication, la présentation, la fabrication ou la réalisation des copies de l'œuvre. Les recettes en résultant seront déposées auprès de la Trésorerie du tribunal. Cette administration judiciaire prendra fin par accord entre les parties concernées ou par une décision de justice.
- Désigner un expert pour évaluer les recettes de cette republication ou présentation si nécessaire, et saisir les revenus dans tous les cas.

**4. L'article 11 de l'Accord sur les ADPIC exige que des droits de location soient accordés en ce qui concerne les programmes d'ordinateur et les œuvres cinématographiques. Veuillez citer la disposition correspondante de la législation d'Oman en matière de droit d'auteur.**

L'article 10 de la Loi sur la protection du droit d'auteur et des droits connexes dispose que l'auteur ou le titulaire du droit d'auteur peut céder tout ou partie des droits patrimoniaux sur l'œuvre, gratuitement ou contre rémunération. Cet acte doit être réalisé par contrat écrit spécifiant, de manière explicite et en détail, chaque droit faisant l'objet de l'acte avec une indication de la portée, de l'objectif, de la durée et du lieu d'exploitation, ainsi que la rémunération le cas échéant.

**5. Veuillez indiquer la durée et les modalités de la protection offerte par la législation omanaise en matière de droit d'auteur à l'égard des œuvres autres qu'une œuvre photographique ou une œuvre des arts appliqués et citer la disposition législative pertinente.**

L'article 8 de la Loi sur le droit d'auteur dispose que la protection des droits financiers de l'auteur aura une durée de 50 ans à partir de la date de la première publication en ce qui concerne les œuvres suivantes: œuvres cinématographiques, œuvres des arts appliqués et œuvres photographiques.

**6. Veuillez décrire la protection prévue par la législation omanaise sur le droit d'auteur pour les artistes interprètes ou exécutants et en indiquer la durée.**

Les artistes interprètes ou exécutants jouissent de la même protection que celle mentionnée dans la réponse à la question n° 3. En ce qui concerne la durée de la protection, l'article 19 dispose que:

"La durée de protection des droits des artistes interprètes ou exécutants et des producteurs d'enregistrements sonores est de 50 années à compter du début de la première année suivant la date de début d'enregistrement, de la fixation ou de l'interprétation ou exécution, selon le cas."

**7. L'article 14:2 de l'Accord sur les ADPIC précise que les producteurs de phonogrammes jouissent du droit d'autoriser ou d'interdire la reproduction directe ou indirecte de leurs phonogrammes. Cet article exige donc que les Membres accordent aux producteurs de phonogrammes le droit d'autoriser ou d'interdire la location commerciale au public d'originaux ou de copies de leurs phonogrammes. Veuillez décrire comment la législation omanaise sur le droit d'auteur assure la mise en œuvre de ces obligations et indiquer la durée de la protection.**

L'article 18 de la Loi sur le droit d'auteur dispose que les producteurs d'enregistrements sonores jouiront des droits suivants:

- Reproduction directe ou indirecte de leurs enregistrements.
- Location commerciale de leurs enregistrements.

**C. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE**

**8. Veuillez décrire l'objet dont peut être constituée une marque de fabrique ou de commerce conformément à la législation omanaise sur les marques.**

L'article premier de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, les indications et les secrets et sur la protection contre la concurrence déloyale dispose qu'une marque de commerce ou de fabrique s'entend de toute forme visible capable d'être distinguée et consiste en mots, signatures, noms personnels, lettres, nombres, logos, symboles, adresses, sceaux, gravures, combinaisons de couleurs, éléments figuratifs ou tout autre signe ou combinaison de tels éléments, si elle est utilisée ou destinée à être utilisée pour distinguer des biens, des produits ou services comme étant ceux du titulaire de la marque en raison de leur fabrication, de leur choix, de leur vente ou offre à la vente.

**9. Veuillez indiquer la procédure à suivre pour enregistrer une marque de fabrique ou de commerce en Oman, en citant les dispositions pertinentes de la loi, et mentionner les droits que le titulaire d'une marque enregistrée peut exercer.**

La demande d'enregistrement de la marque de fabrique ou de commerce s'effectue sur le formulaire prévu à cet effet, signé par le demandeur ou son agent dûment autorisé et accompagné des droits d'enregistrement de la demande.

- La demande doit être limitée à l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce.
- Au cas où le demandeur est une société qui n'existe pas en Oman, la demande doit être accompagnée d'une procuration.
- Le Département examinera la demande et, si elle est acceptée, elle sera publiée dans un quotidien et dans le Journal officiel. Un certificat d'enregistrement sera alors délivré si la marque n'est pas contestée au cours du délai légal et un délai de deux mois à dater de la publication.
- Le titulaire de la marque aura le droit de délivrer une licence pour l'utilisation de la marque, céder son droit de propriété et empêcher son imitation.

**10. Veuillez indiquer la durée et les modalités de la protection prévues par la législation omanaise sur les marques pour une marque de fabrique ou de commerce.**



L'article 16 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce dispose que:

"La durée de la protection offerte par l'enregistrement de la marque sera de dix ans. Le titulaire du droit peut garantir la continuité de cette protection pour des périodes similaires en effectuant une demande de renouvellement, au cours de la dernière année et dans les conditions prescrites par le règlement. Au cours du mois qui suit l'expiration de la durée de protection, le greffier enverra à l'adresse du titulaire de la marque une notification écrite de l'expiration de la marque. Si, au cours des six mois qui suivent la date d'expiration, le titulaire de la marque omet d'effectuer une demande de renouvellement, le greffier retirera d'office la marque du Registre."

D. INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

**11. Veuillez indiquer en détail les modalités selon lesquelles la législation omanaise reconnaît et protège les indications géographiques, comme l'exige l'article 22:2 de l'Accord sur les ADPIC, en citant les dispositions pertinentes de la loi ou réglementation concernée, et donner des exemples d'indications géographiques ainsi protégées.**

L'article 5 de la Loi sur la protection des indications géographiques dispose qu'un produit ne peut être désigné ou présenté au public d'une manière qui suggère que le produit est originaire d'une région géographique autre que le véritable lieu d'origine, d'une manière qui induit le public en erreur ou qui constitue un acte de concurrence déloyale, y compris l'utilisation d'une fausse indication géographique avec la mention du véritable lieu d'origine du produit et l'utilisation d'une indication géographique employée en traduction ou accompagnée d'expressions telles que "genre", "style" ou "imitation".

Nous ne disposons pas d'exemples à ce jour, ces lois étant nouvelles pour nous et les règlements d'application n'ayant pas encore été publiés. Les indications géographiques dans le Sultanat jouissent toutefois d'une protection, qu'elles soient enregistrées ou non.

**12. Veuillez décrire en détail comment est assuré le niveau de protection plus élevé demandé pour les vins et les spiritueux à l'article 23:2 de l'Accord sur les ADPIC, en citant les dispositions pertinentes de la loi ou réglementation concernée, et donner des exemples d'indications géographiques pour ces produits.**

La loi prévoit une protection adéquate pour toutes les indications géographiques, y compris les vins et spiritueux. (Voir la réponse précédente)

E. DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS

**13. Veuillez indiquer la procédure à suivre pour obtenir la protection des dessins et modèles industriels, en citant les dispositions de la législation omanaise, et préciser la nature de la protection accordée.**

L'enregistrement de dessins et modèles industriels est absolument indispensable pour obtenir la protection. Dès lors, à ce titre, l'enregistrement est considéré comme une preuve de propriété, sauf disposition contraire. L'article 12 de la Loi sur la protection des dessins et modèles industriels dispose ce qui suit:

"Toute personne qui commet l'un des actes suivants encourt une peine de prison de deux ans au plus et une amende n'excédant pas 2 000 rials omanais, ou l'une et l'autre de ces peines:

- a) imitation d'un dessin ou modèle industriel enregistré conformément à la présente loi;
- b) vente en connaissance de cause, offre à la vente, importation ou traitement dans l'intention de vendre des produits incorporant un dessin ou modèle industriel enregistré en Oman;
- c) apposition illicite, sur des produits, des publicités, des marques de commerce ou de fabrique ou autre objet, d'indications qui pourraient faire croire que l'objet est un dessin ou modèle industriel enregistré."

**14. Veuillez indiquer la procédure à suivre pour obtenir la protection des dessins et modèles de textiles, et citer les dispositions pertinentes de la loi ou réglementation concernée.**

Il n'existe pas de protection ou de traitement spécial pour les dessins et modèles de textiles, ceux-ci étant considérés comme des dessins et modèles industriels.

**F. BREVETS**

**15. Veuillez décrire en détail la manière dont la législation omanaise sur les brevets assure la mise en œuvre de l'article 27 de l'Accord sur les ADPIC en indiquant, le cas échéant, les exceptions prévues et en fournissant des précisions sur la protection des micro-organismes, des procédés non biologiques et microbiologiques et des variétés végétales. Veuillez citer les dispositions législatives pertinentes.**

L'article 4 de la Loi sur les brevets dispose que:

"Ne sont pas considérés comme des inventions par le règlement d'application de cette loi:

- a) les théories scientifiques, méthodes mathématiques, programmes d'ordinateur, pratique d'activités purement intellectuelles et de jeux;
- b) la recherche sur les végétaux et les animaux, ou les méthodes biologiques pour la production de végétaux, d'animaux ou de types de végétaux ou d'animaux. Sont exemptés du présent article la biologie moléculaire et ses produits;
- c) les méthodes de traitement chirurgical ou médical du corps humain et animal et les méthodes diagnostiques de maladies appliquées aux humains ou aux animaux."

**16. Veuillez indiquer en détail les droits conférés au titulaire d'un brevet par la législation omanaise sur les brevets et citer les dispositions législatives correspondantes.**

L'article 9 de la Loi sur les brevets dispose que le brevet habilite son titulaire à exploiter l'invention par la fabrication, l'utilisation de cette invention et l'importation de ce qui est fabriqué au départ de cette invention, la vente et l'offre à la vente, que l'objet du brevet soit un produit ou un procédé. Les tiers ne doivent pas exploiter le brevet sans le consentement du titulaire.

**17. Veuillez décrire en détail toutes dispositions de la législation omanaise permettant une utilisation non autorisée d'un brevet, en citant les dispositions législatives correspondantes, et**

**indiquer de manière précise les conditions dans lesquelles une telle utilisation peut être autorisée.**

L'article 15 de la Loi sur les brevets dispose que:

"Trois ans après la concession du brevet, toute partie intéressée peut demander une licence obligatoire afin d'utiliser l'invention pour l'une quelconque des raisons suivantes:

- a) non-utilisation active et sérieuse du brevet au cours des trois années à dater de sa délivrance;
- b) suspension de l'utilisation de l'invention protégée par le brevet, par l'utilisateur du brevet, pendant deux années consécutives;
- c) refus du titulaire du brevet d'accorder un contrat de licence pour son utilisation, ce qui pourrait avoir des répercussions sur l'établissement ou le développement d'activités industrielles ou commerciales dans le Sultanat d'Oman."

**18. Quelle est la durée de la protection prévue pour les brevets par la législation omanaise sur les brevets? Veuillez expliquer et citer toute disposition législative prévoyant une prorogation du délai de protection.**

L'article 11 de la Loi sur les brevets dispose que la durée de la protection offerte est de 20 ans, à partir de la date de l'obtention du brevet et l'invention, pendant le délai s'écoulant à compter de la date de la demande du brevet jusqu'à ce que le brevet soit obtenu, jouit de la même protection que celle déterminée pour le brevet.

G. SCHÉMAS DE CONFIGURATION (TOPOGRAPHIES) DE CIRCUITS INTÉGRÉS

**19. Veuillez décrire en détail la protection prévue par la législation omanaise pour les schémas de configuration de circuits intégrés, en indiquant la durée de la protection, et citer les dispositions législatives correspondantes.**

L'article 11 de la Loi sur la protection des schémas de configuration (topographies) des circuits intégrés dispose que toute personne qui:

- reproduit un schéma de configuration protégé en vertu de la présente loi sans l'autorisation du détenteur du droit; ou
- importe, vend ou distribue un schéma de configuration enregistré ou un produit incorporant un circuit intégré sans l'autorisation du détenteur de droit, encourt une peine de prison de deux ans au plus et une amende n'excédant pas 2 000 rials omanais.

La durée de protection est de dix ans à compter de la date de dépôt de la demande d'enregistrement.

H. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

**20. Veuillez indiquer en détail les modalités selon lesquelles la législation omanaise protège les renseignements non divulgués, comme l'exige l'article 39:2 de l'Accord sur les ADPIC, et citer les dispositions correspondantes.**

L'article 34 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, les descriptions, les secrets et la protection contre la concurrence déloyale dispose qu'il est interdit à toute personne physique ou morale de divulguer des secrets commerciaux en sa possession d'une manière contraire aux usages commerciaux honnêtes. Une activité commerciale ou industrielle est réputée secrète lorsque, par sa nature, elle n'est pas connue, qu'elle tire sa valeur commerciale de son caractère confidentiel, que des mesures raisonnables ont été prises pour protéger sa confidentialité, ou qu'elle n'est pas aisément accessible à l'homme du métier ordinaire dans les cercles qui traitent normalement du type d'information en question.

**21. Veuillez indiquer en détail comment la législation protège les données résultant d'essais concernant des produits pharmaceutiques ou des produits chimiques pour l'agriculture, qui sont communiquées aux pouvoirs publics pour obtenir l'approbation de la commercialisation de ces produits en Oman, et citer les dispositions correspondantes.**

L'article 34 dispose également que par divulgation il faut entendre l'utilisation des renseignements, d'essais ou de tout autre renseignement non divulgué fourni aux autorités compétentes pour obtenir les autorisations de commercialisation requises pour des produits pharmaceutiques ou des produits chimiques pour l'agriculture contenant une nouvelle substance chimique, dès lors que de réels efforts ont été déployés pour obtenir ces produits.

**22. Les autres personnes qui sollicitent des autorisations de commercialisation de leurs propres versions d'un produit pharmaceutique ou d'un produit chimique pour l'agriculture dont la commercialisation a déjà été approuvée peuvent-elles se fonder sur les données communiquées antérieurement par un autre déposant? Dans l'affirmative, quelle est la durée de la période d'exclusivité dont jouit l'auteur de la demande initiale, c'est-à-dire avant que d'autres puissent se servir de ces données?**

Voir les réponses aux questions n° 20 et 21. Les mesures seront détaillées dans les règlements qui doivent être établis.

#### **I. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS**

**23. Veuillez décrire en détail comment la législation omanaise permet une action efficace contre toute atteinte aux droits de propriété intellectuelle, comme l'exige l'article 41:1 de l'Accord sur les ADPIC.**

Les réponses aux questions n° 23 à 26 sont incluses dans l'annexe ci-jointe qui couvre toutes les questions liées aux moyens de faire respecter les droits et aux procédures pénales tels que visés dans les différentes lois omanaises, une loi distincte sur les moyens de faire respecter les droits n'existant pas à ce jour.

**24. Conformément à l'article 43:1 de l'Accord sur les ADPIC, les juges seront autorisés à ordonner la production des éléments de preuve nécessaires pour étayer les allégations d'une partie lorsque celle-ci n'aura pas été en mesure d'obtenir ces éléments de la partie adverse. Veuillez indiquer les modalités selon lesquelles la législation ou la réglementation de l'Oman accorde cette autorisation, en citant les dispositions correspondantes.**

Veuillez vous reporter à la réponse à la question n° 23.

**25. Veuillez indiquer en détail l'ensemble des mesures correctives civiles auxquelles peuvent avoir recours les détenteurs de droits conformément à la législation omanaise, en citant les dispositions pertinentes de la loi ou réglementation concernée.**

Veuillez vous reporter à la réponse à la question n° 23.

**26. Veuillez décrire en détail les procédures et mesures correctives provisoires auxquelles peuvent avoir recours les détenteurs de droits conformément à la législation omanaise, en citant les dispositions pertinentes de la loi et de la réglementation concernées, et indiquer toute condition en vertu de laquelle un détenteur de droit peut se prévaloir de ces procédures et mesures correctives.**

Veuillez vous reporter à la réponse à la question n° 23.

**J. PRESCRIPTIONS SPÉCIALES CONCERNANT LES MESURES À LA FRONTIÈRE**

**27. Veuillez décrire en détail les procédures prévues par la législation omanaise pour assurer une protection des droits à la frontière au moins en ce qui concerne les contrefaçons de marques de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à des droits d'auteur, en indiquant l'autorité compétente et en citant les dispositions pertinentes de la loi ou réglementation concernée.**

Voir l'annexe.

**28. Veuillez indiquer si les détenteurs d'autres formes de droits de propriété intellectuelle bénéficient d'une protection à la frontière et, dans l'affirmative, veuillez décrire les procédures et les mesures correctives prévues pour chaque forme de propriété intellectuelle en citant les dispositions pertinentes de la loi.**

L'annexe contient des références à certaines mesures à la frontière liées aux importations. Nous pouvons recourir aux lois de référence telles que la loi douanière unifiée. En ce qui concerne les autorités compétentes, il s'agit du tribunal de commerce, des Douanes et du Département de la propriété intellectuelle, notamment en ce qui concerne les marques de commerce ou de fabrique.

**29. L'article 58 de l'Accord sur les ADPIC précise les procédures à suivre lorsque les autorités compétentes peuvent mener une action d'office. Veuillez indiquer si les autorités compétentes de l'Oman sont habilitées à mener une action d'office et, dans l'affirmative, préciser les domaines de propriété intellectuelle soumis à une telle action.**

Lorsque les autorités compétentes reçoivent des informations relatives à une atteinte aux droits de propriété intellectuelle, les marchandises portant atteinte aux droits peuvent être arrêtées ou empêchées d'entrer dans le Sultanat. Dans le cas de marchandises de contrefaçon, les autorités les suspendent. Les autorités ont récemment mené des campagnes d'inspection dans les magasins de bandes vidéo et audio et ont confisqué toutes les œuvres soumises à restrictions.

**K. PROCÉDURES PÉNALES**

**30. Veuillez indiquer en détail comment la législation omanaise assure la mise en œuvre de l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC aux termes duquel les Membres prévoient des procédures pénales et des peines, incluant l'emprisonnement et/ou des amendes suffisantes pour être dissuasives, applicables au moins pour les actes délibérés de contrefaçon de marque de**

**fabrique ou de commerce ou portant atteinte à un droit d'auteur, commis à une échelle commerciale. Veuillez citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.**

Voir l'annexe.

**31. L'article 61 dispose également que, dans les cas appropriés, les sanctions possibles incluront la saisie, la confiscation et la destruction des marchandises en cause et de tous matériaux et instruments ayant principalement servi à commettre le délit. Veuillez décrire les dispositions de la législation omanaise qui prévoient de telles mesures correctives et indiquer les circonstances dans lesquelles ces mesures seraient appliquées, en citant les dispositions correspondantes de la loi ou réglementation concernée.**

Voir l'annexe.

**32. L'article 61 dispose en outre que les Membres pourront prévoir des procédures pénales et des peines applicables aux actes commis délibérément et portant atteinte à d'autres formes de propriété intellectuelle. Veuillez décrire toutes dispositions de la législation omanaise qui prévoient ces procédures et sanctions en citant les dispositions correspondantes de la loi ou réglementation concernée.**

Voir l'annexe.

#### **L. QUESTIONS STATISTIQUES**

**33. Veuillez fournir pour l'année 2000 des données statistiques sur les actions intentées au civil pour faire respecter le droit d'auteur ou les droits attachés à une marque, à une indication géographique, à un dessin ou modèle industriel, à un brevet, à un schéma de configuration de circuit intégré ou à un secret commercial, en précisant le nombre des affaires portées devant la justice, d'injonctions prononcées, de saisies effectuées sur des produits ou du matériel portant atteinte à ces droits, d'affaires réglées (y compris à l'amiable) et le montant des dommages-intérêts alloués.**

Il n'y a pas de statistiques disponibles en ce qui concerne les indications géographiques, les dessins et modèles industriels, les brevets, les circuits intégrés et les secrets commerciaux pour l'année 2000, les règlements d'application n'ayant pas encore été publiés. Les statistiques relatives aux marques de commerce ou de fabrique se présentent comme suit:

- 2 822 demandes d'enregistrement de marques de commerce ou de fabrique;
- 1 183 marques de fabrique ou de commerce enregistrées;
- 1 018 demandes d'examen de marques;
- 1 416 entrées de données sur les marques de fabrique ou de commerce;
- 86 cessions;
- 244 transferts de biens;
- 4 249 études de dossier;
- 1 044 renouvellements de marques de fabrique ou de commerce.

Le nombre de demandes de dépôt d'œuvres intellectuelles en 2000 s'est élevé à 96 pour lesquelles 96 certificats ont été délivrés.

**34. Veuillez fournir pour l'année 2000 des données statistiques sur les actions intentées au pénal pour des actes de piratage portant atteinte au droit d'auteur et pour des atteintes à des marques, y compris le nombre de descentes de police effectuées, de poursuites engagées, de**

**condamnations prononcées et le montant des amendes et/ou des peines d'emprisonnement infligées (en précisant si les amendes ont été payées et si les peines de prison ont été effectivement purgées ou s'il y a été sursis) ainsi que tout autre renseignement établissant que le système pénal décourage de façon efficace les actes de piratage portant atteinte au droit d'auteur et la contrefaçon de marques.**

En 2000, 55 000 œuvres audiovisuelles dont des programmes d'ordinateur ont été confisquées. En ce qui concerne les lois de dissuasion, nous les avons traitées dans les réponses liées aux moyens de faire respecter les droits et aux procédures pénales.

## **ANNEXE**

### **ENSEMBLE DES LOIS SUR LES MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS ET LES PROCÉDURES PÉNALES DANS LE SULTANAT D'OMAN**

#### Loi sur les brevets n° 82/2000

##### Article 9:

Le brevet donne à son titulaire le droit d'utiliser l'invention par la fabrication, l'utilisation, l'importation de tout ce qui se fabrique et de l'offrir à la vente, que l'objet de l'invention ait été un produit matériel, une opération industrielle ou un procédé de fabrication. Des tiers ne peuvent utiliser le brevet sans la permission de son titulaire.

##### Article 21:

Dans le cas de tout acte illégal ou de violation de la présente loi ou de la licence accordée conformément à ses dispositions, le titulaire de brevet ou toute personne à laquelle tout ou partie des droits de brevet ont été cédés, en vertu de la présente loi, peuvent demander au tribunal compétent de décréter une saisie provisoire de l'invention et de l'installation utilisée pour tout ou partie de l'invention.

##### Article 23:

Quiconque demande une saisie provisoire doit déposer une caution, qui sera spécifiée par le tribunal, avant l'ordonnance de saisie. Dans un délai de huit jours à dater de l'ordonnance de la cour, l'autorité qui opère la saisie doit établir la cause subjective qui, dans le cas contraire, sera réputée nulle et non avenue.

##### Article 24:

Sans préjudice de toute peine supérieure stipulée par une autre loi, quiconque présente des documents ou informations faux ou incorrects afin d'obtenir un brevet ou quiconque contrefait une invention ou un procédé de fabrication, ou a intentionnellement empiété sur tout droit protégé par la présente loi encourt une peine de prison de deux ans au plus et/ou une amende n'excédant pas 2 000 rials omanais.

Le tribunal peut ordonner la saisie des articles confisqués, ou leur destruction, ainsi que celle des machines et de l'équipement utilisés pour la contrefaçon.

#### Code pénal n° 7/74

##### Article 307:

Est puni d'une peine allant de trois mois à deux ans de prison et d'une amende de 10 à 300 rials omanais quiconque imite une invention ou un dessin ou modèle industriel enregistré sur le territoire du Sultanat ou à l'étranger afin de tirer profit ou causer un préjudice au titulaire de cette invention ou dessin ou modèle industriel.



Loi sur les marques de commerce ou de fabrique n° 38/2000

Article 35:

Une peine de prison de deux ans au plus et/ou une amende n'excédant pas 2 000 rials omanais seront infligées à toute personne qui:

- i) contrefait une marque enregistrée en vertu de la présente loi, imite cette marque d'une manière susceptible d'induire le public en erreur ou utilise, de mauvaise foi, une marque de contrefaçon ou imitée;
- ii) vend en connaissance de cause, offre à la vente ou met en circulation, possède dans l'intention de vendre, des produits portant une marque de contrefaçon, imitée ou apposée de manière illicite;
- iii) utilise de mauvaise foi une marque identique ou similaire à des marques notoirement connues, qu'elles soient enregistrées ou non, d'une manière susceptible d'induire le public en erreur, à condition que, dans le cas d'une marque notoirement connue qui n'est pas enregistrée, les produits ou les services ne soient pas identiques ou similaires;
- iv) contrevient de mauvaise foi aux dispositions sur les indications commerciales;
- v) contrevient intentionnellement aux dispositions sur la concurrence déloyale ou la protection des secrets commerciaux.

Article 36:

Le titulaire d'une marque peut, à tout moment avant même d'intenter une action commerciale ou pénale, demander, par requête accompagnée d'un certificat officiel de l'enregistrement de la marque, que le juge principal du tribunal de commerce rende une ordonnance afin de prendre les mesures conservatoires nécessaires, notamment la saisie de l'équipement et du matériel susceptibles d'être utilisés ou effectivement utilisés pour commettre le délit. La même disposition s'appliquera aux produits, marchandises, titres, conditionnements, papiers ou tout ce qui porte la marque ou des indications portant atteinte à des droits. Cette saisie peut être exécutée au moment de l'importation des marchandises. L'ordonnance peut prévoir la désignation d'un ou plusieurs experts afin d'aider à la saisie et exiger que la personne qui fait la demande dépose une caution.

Article 38:

Dans toute procédure commerciale ou pénale, le tribunal compétent peut décider de confisquer le matériel saisi ou devant être saisi afin de déduire de sa valeur le montant des dommages-intérêts ou des amendes ou afin de l'enlever de toute autre manière qu'il juge opportune.

En outre, le tribunal peut décider la destruction des marques illicites et, si nécessaire, des produits, conditionnement, titres des matériaux d'emballage, catalogues et autre matériel portant ces marques ou indications illicites. Il peut également ordonner la destruction de l'équipement et du matériel ayant particulièrement servi à la contrefaçon. Ces ordonnances peuvent être prises même dans le cas où un verdict de non-culpabilité serait rendu.

Le tribunal peut ordonner la publication de la décision dans la Gazette officielle, aux frais de la personne à l'encontre de laquelle la décision a été prononcée.

Code pénal de l'Oman n° 7/74

Article 305:

Est puni de trois mois à trois ans d'emprisonnement et à une amende de 20 à 500 rials omanais quiconque imite une marque enregistrée distinctive appartenant à un tiers, quelle que soit sa forme, ou appose cette marque sur tout produit ou une denrée commerciale. La même peine s'applique également à toute personne qui, en connaissance de cause, propose à la vente ou vend un produit ou une denrée portant cette marque imitée.

Article 306:

Est puni de deux mois à deux ans de prison et à une amende qui ne sera pas inférieure à 20 rials omanais et qui ne pourra excéder 300 rials omanais, quiconque réalise une marque semblable à la marque enregistrée dans l'intention de commettre une escroquerie sans imiter cette marque, et quiconque utilise une marque similaire ou vend ou propose à la vente un produit portant cette marque si son acte est susceptible d'induire l'acheteur en erreur.

Article 307:

Est puni de trois mois à deux ans de prison et à une amende de 10 à 300 rials omanais quiconque utilise illégalement, de quelque façon que ce soit, le nom commercial d'un tiers même si le nom utilisé illégalement est légèrement déformé ou associé à l'épithète autre que celle du titulaire de ce nom ou à une expression qui conserve les lettres distinctives de ce nom et engendre la confusion.

Loi commerciale n° 55/90

Article 47:

Lorsqu'un nom commercial est utilisé par une personne autre que son titulaire ou s'il est utilisé par son titulaire de manière non conforme à la loi, les parties concernées peuvent demander l'interdiction de cette utilisation. Elles peuvent également demander sa suppression s'il est inscrit au Registre du commerce et peuvent également demander une indemnité s'il y a lieu.

Article 48:

Le négociant ne peut avoir recours à la tromperie et à la fraude pour écouler ses produits et ne peut publier de fausses informations à cet égard qui seraient préjudiciables aux intérêts d'un concurrent, sous peine d'être tenu au paiement d'une indemnité.

Article 49:

Le négociant ne peut diffuser de renseignements qui ne seraient pas conformes à la réalité en ce qui concerne l'origine ou la désignation de ses produits ou l'importance de son commerce. Il ne peut non plus déclarer, contrairement à la réalité, qu'il possède un diplôme, un certificat ou un prix ni recourir à toute autre méthode qui induit en erreur dans le but d'attirer à lui les clients d'un concurrent, sous peine d'être tenu au paiement d'une indemnité.

Article 50:

Un négociant ne peut inciter les ouvriers ou les employés d'un autre négociant à l'aider à attirer à lui les clients de ce négociant ou les débaucher afin de lui divulguer les secrets de son concurrent. De telles activités seront considérées comme des actes de concurrence déloyale exigeant le paiement d'une indemnité.

Article 51:

Une personne dont la profession consiste à fournir aux entités commerciales des informations sur la situation de négociants et qui, en contrepartie d'une rémunération, fournit délibérément ou par négligence grave de fausses informations sur la gestion ou la position financière d'un négociant est passible du paiement d'une indemnité afin de dédommager les préjudices causés par cette erreur.

Loi sur la protection des dessins et modèles industriels n° 39/2000

Article 12:

Quiconque commet l'un des actes suivants encourt une peine de prison de deux ans au plus ou une amende n'excédant pas 2 000 rials omanais, ou l'une et l'autre de ces peines:

- a) imitation d'un dessin ou modèle industriel enregistré conformément à la présente loi;
- b) vente en connaissance de cause, offre à la vente, importation ou traitement dans l'intention de vendre des produits incorporant un dessin ou modèle industriel enregistré en Oman;
- c) apposition illicite, sur des produits, des publicités, des marques de commerce ou de fabrique ou autre objet, d'indications qui pourraient faire croire que l'objet est un dessin ou modèle industriel enregistré.

Article 13:

Le titulaire des droits sur un dessin ou modèle industriel peut requérir du juge principal du tribunal compétent ou de tout juge qu'il désigne dans ce tribunal de rendre une ordonnance afin de prendre les mesures conservatoires nécessaires pour empêcher des tiers de fabriquer, de vendre ou d'importer à des fins commerciales des produits qui incorporent en tout ou partie un dessin ou modèle industriel protégé et pour saisir les équipements et le matériel utilisés. La même disposition s'applique aux produits, marchandises, conditionnements, papiers ou autres.

Une action sur le fond de l'affaire sera intentée auprès du tribunal compétent dans un délai de 15 jours à compter de la date à laquelle l'ordonnance aura été rendue, à défaut de quoi, les mesures cesseront d'être effectives.

Loi sur la protection des indications géographiques n° 40/2000

Article 5:

Un produit ne peut être désigné ou présenté au public d'une manière qui suggère que le produit est originaire d'une région géographique autre que le véritable lieu d'origine, d'une manière qui induit le public en erreur ou qui constitue un acte de concurrence déloyale, y compris l'utilisation d'une fausse indication géographique avec la mention du véritable lieu d'origine du produit et l'utilisation d'une indication géographique employée en traduction ou accompagnée d'expressions telles que "genre", "style" ou "imitation".

Article 6:

Toute personne concernée peut, en vertu de l'article 2, requérir qu'une ordonnance soit rendue par le juge principal du tribunal de commerce ou par tout juge qu'il désigne dans ce tribunal afin de prendre les mesures conservatoires nécessaires, y compris notamment, la saisie de marchandises, de produits, de conditionnements, de papiers ou autres de ce genre.

Une action sur le fond de l'affaire sera intentée auprès du tribunal compétent dans un délai de 15 jours à compter de la date à laquelle l'ordonnance a été rendue, à défaut de quoi, les mesures cesseront d'être effectives.

Article 11:

Quiconque commet intentionnellement l'un des actes visés à l'article 5 de la présente loi encourt une peine de prison de deux ans au plus ou une amende n'excédant pas 2 000 rials omanais, ou l'une et l'autre de ces peines.

Loi sur la protection des schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés n° 41/2000

Article 4:

Le titulaire d'un schéma de configuration a seul le droit d'exploiter commercialement ce schéma. Nul n'a le droit d'importer, de reproduire, de vendre ou de distribuer tout schéma de configuration protégé à moins d'avoir obtenu une autorisation écrite du titulaire du droit, ou des ayants cause, pour exploiter commercialement ce schéma.

Article 9:

Le titulaire du droit peut requérir du juge principal du tribunal de commerce ou d'un juge qu'il désigne dans ce tribunal de rendre une ordonnance afin de prendre les mesures conservatoires nécessaires, en particulier la saisie du matériel utilisé. La même disposition s'applique aux produits, marchandises ou autres.

Une action sur le fond de l'affaire sera intentée auprès du tribunal compétent dans un délai de 15 jours à compter de la date à laquelle l'ordonnance a été rendue, à défaut de quoi, les mesures cesseront d'être effectives.

Article 11:

Quiconque commet l'un des actes suivants encourt une peine de prison de deux ans au plus ou une amende n'excédant pas 2 000 rials omanais, ou l'une et l'autre de ces peines:

- a) reproduction d'un schéma de configuration protégé en vertu de la présente loi sans l'autorisation du titulaire du droit;
- b) importation, vente ou distribution d'un schéma de configuration enregistré ou d'un produit incorporant un circuit intégré sans l'autorisation du titulaire du droit.

Loi sur la protection du droit d'auteur et des droits connexes n° 37/2000

Article 14:

À la demande de l'auteur, du titulaire des droits d'auteur ou de leurs ayants cause, le tribunal compétent peut décider d'ordonner la prise des mesures conservatoires suivantes:

- a) mettre fin à l'atteinte portée à tout droit protégé en vertu de la présente loi;
- b) saisir des copies de l'œuvre portant atteinte aux droits d'auteur et le matériel utilisé pour réaliser ces copies;
- c) prouver l'existence d'une interprétation publique en cas d'exécution, de représentation ou de récitation publique d'une œuvre et faire cesser le spectacle;
- d) désigner un administrateur judiciaire officiel pour l'œuvre faisant l'objet du litige, qui sera chargé de la republication, la présentation, la fabrication ou la réalisation des copies de l'œuvre. Les recettes en résultant seront déposées auprès de la Trésorerie du tribunal. Cette administration judiciaire prendra fin par accord entre les parties concernées ou par décision de justice;
- e) désigner un expert pour évaluer les recettes de cette republication ou présentation, si nécessaire, et les saisir dans tous les cas.

Le plaignant intentera une action sur le fond de l'affaire auprès du tribunal dans un délai de 15 jours afin qu'il soit statué sur le fond et que des dommages-intérêts appropriés soient accordés. À défaut, les mesures cesseront d'être effectives.

Article 23:

Toute atteinte portée à un droit moral ou économique des auteurs ou titulaires de droits connexes en vertu de la présente loi est passible d'une peine de prison de deux ans au plus ou d'une amende n'excédant pas 2 000 rials omanais, ou l'une et l'autre de ces peines. Est notamment considéré comme une atteinte aux droits, l'un des actes suivants:

- a) la vente ou la mise à disposition, par tous moyens, d'une œuvre protégée en vertu des dispositions de la présente loi;
- b) l'imitation en Oman d'une œuvre publiée à l'étranger ou la mise à disposition, l'exportation ou l'envoi à l'étranger de cette imitation, en connaissance de cause;

- c) la communication ou la mise à la disposition du public, d'une interprétation, d'une diffusion ou d'un enregistrement sonore par le biais d'un réseau informatique, à des fins commerciales;
- d) le retrait ou l'altération illicite de toute protection technique visant à réglementer ou à limiter l'accès du public à l'œuvre, l'interprétation, la diffusion ou l'enregistrement, la distribution, l'importation à des fins de distribution, la diffusion ou la mise à la disposition du public de ce qui précède, à condition que la personne qui commet cet acte connaisse ou ait des raisons de connaître l'infraction commise.

#### Loi sur le contrôle des œuvres artistiques n° 609/97

##### Article 5:

Des œuvres artistiques non originales ne peuvent circuler, être vendues ou exposées sans l'autorisation du producteur ou de l'agent autorisé en Oman.

##### Article 25:

Quiconque enfreint les dispositions des premier, deuxième et troisième paragraphes de l'article 3 de la présente loi est passible d'une peine de prison de deux ans au plus et d'une amende qui ne sera pas inférieure à 1 000 rials et n'excédant pas 2 000 rials omanais. Cette peine sera doublée en cas de récidive.

##### Article 3:

Aucun des actes suivants ne sera réalisé sans l'autorisation du ministère, en ce qui concerne des œuvres artistiques:

- a) leur phonographie, leur enregistrement, leur reproduction ou transformation dans le but de les exploiter;
- b) leur importation ou exportation;
- c) leur distribution, location, mise en circulation ou vente.

##### Article 30:

Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux œuvres artistiques importées pour un usage privé, et quiconque les importe et accepte leur reproduction à des fins commerciales ou leur mise en circulation est passible de la peine visée à l'article 25 de la présente loi.

#### Loi douanière unifiée du Conseil de coopération du Golfe (CCG)

##### Article 24:

Les autorités douanières empêcheront l'entrée, le transit ou la sortie de biens interdits ou portant atteinte aux droits en vertu des dispositions de la présente loi et de toute autre loi ou décision. Les biens soumis à restrictions se verront refuser l'entrée, le transit ou la sortie, sauf autorisation de l'autorité nationale compétente.

---